

- ☐ BENIN
- ☐ BURKINA FASO
- ☐ CENTRAFRIQUE
- ☐ COMORES
- ☐ CONGO
- ☐ COTE D'IVOIRE
- ☐ FRANCE
- ☐ GABON
- ☐ CAMEROUN



- ☐ GUINÉE BISSAU
- ☐ GUINÉE ÉQUATORIALE
- ☐ MADAGASCAR
- ☐ MALI
- ☐ MAURITANIE
- ☐ NIGER
- ☐ SÉNÉGAL
- ☒ **TCHAD**
- ☐ TOGO

APPEL D'OFFRES OUVERT

EXTENSION ET RÉAMÉNAGEMENT DU PARKING AUTO DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL HASSAN DJAMOUS DE N'DJAMENA

VOLET ÉQUIPEMENTS


ASECNA/DGAN/TC/CM/U-IGC/0002/2025

(Prière mentionner cette référence dans toute correspondance avec l'ASECNA)

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

FINANCEMENT : CAF



| | | |
|--|---|------------------------|
|  <p>CERTIFIÉE ISO 9001 v. 2008</p> | <p>Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA)</p> <p>DÉLÉGATION POUR LA GESTION DES ACTIVITÉS AÉRONAUTIQUES NATIONALES DU TCHAD (DAGAANT)</p> <p>BP 1310 N'Djamena – TCHAD Téléphone : +235 22 52 57 45 – Télécopie : +235 2252 39 47</p> | <p>MAI 2025</p> |
|--|---|------------------------|

X

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| <u>PARTIE I : PROCÉDURES D'APPEL D'OFFRES</u> | 3 |
| Section I : Instructions aux Soumissionnaires..... | 4 |
| Section II : Données Particulières de l'appel d'offres..... | 28 |
| Section III : Critères d'évaluation et de qualification..... | 36 |
| Section IV : Formulaires de soumission..... | 39 |
| <u>PARTIE II : EXIGENCES RELATIVES AUX FOURNITURES</u> | 47 |
| <u>PARTIE III : MARCHES</u> | 73 |
| Section VI : Cahier de Clauses Administratives Générales (CCAG)..... | 74 |
| Section VII : Cahier de Clauses Administratives Particulières (CCAP)..... | 116 |
| Section VIII : Formulaires du Marché..... | 132 |

PARTIE I : PROCÉDURES D'APPEL D'OFFRES

| |
|--|
| Section I : Instructions aux Soumissionnaires |
|--|

Table des matières

| | | |
|-----------|---|-----------|
| A. | RÉGLEMENTATION APPLICABLE | 6 |
| B. | Généralités | 6 |
| 1. | Objet du marché | 6 |
| 2. | Origine des fonds | 6 |
| 3. | Fraude et corruption | 7 |
| 4. | Candidats admis à concourir | 8 |
| 5. | Fournitures et services connexes répondant aux critères d'origine | 10 |
| C. | Dossier d'appel d'offres | 11 |
| 6. | Contenu du Dossier d'appel d'offres | 11 |
| 7. | Éclaircissements apportés au DAO..... | 11 |
| 8. | Modifications apportées au DAO | 12 |
| D. | Préparation des offres | 12 |
| 9. | Frais de soumission..... | 12 |
| 10. | Langue de l'offre | 12 |
| 11. | Documents constitutifs de l'offre | 12 |
| 12. | Formulaire d'offre et bordereaux des prix | 13 |
| 13. | Variantes..... | 13 |
| 14. | Prix de l'offre et rabais | 14 |
| 15. | Monnaies de l'offre et de paiement..... | 16 |
| 16. | Documents attestant que le candidat est admis à concourir | 16 |
| 17. | Documents attestant que les fournitures et services connexes répondent aux critères d'origine | 16 |
| 18. | Documents attestant de la conformité des Fournitures et Services connexes au DAO | 16 |
| 19. | Documents attestant des qualifications du soumissionnaire | 17 |
| 20. | Période de validité des offres | 17 |
| 21. | Garantie de soumission | 17 |
| 22. | Forme et signature de l'offre | 19 |
| E. | Remise des Offres et Ouverture des plis | 20 |
| 23. | Cachetage et marquages des offres | 20 |

| | | |
|-----------|--|-----------|
| 24. | Date et heure limite de remise des offres | 20 |
| 25. | Offres hors délai | 20 |
| 26. | Retrait, substitution et modification des offres | 20 |
| 27. | Ouverture des plis..... | 21 |
| F. | Evaluation et comparaisons des offres | 22 |
| 28. | Confidentialité | 22 |
| 29. | Éclaircissement concernant les offres | 22 |
| 30. | Conformité des offres..... | 22 |
| 31. | Non-conformité, erreurs et omissions | 23 |
| 32. | Examen préliminaire des offres..... | 24 |
| 33. | Examen des conditions, Évaluation technique | 24 |
| 34. | Conversion en une seule monnaie | 24 |
| 35. | Marge de préférence | 24 |
| 36. | Évaluation des Offres | 24 |
| 37. | Comparaison des offres | 25 |
| 38. | Vérification à posteriori des qualifications du soumissionnaire | 25 |
| 39. | Droit de l'ASECNA d'accepter l'une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres..... | 26 |
| G. | Attribution du Marché..... | 26 |
| 40. | Critères d'attribution | 26 |
| 41. | Droit de l'ASECNA de modifier les quantités au moment de l'attribution du Marché..... | 26 |
| 42. | Notification de l'attribution du Marché..... | 26 |
| 43. | Signature du Marché | 27 |
| 44. | Garantie de bonne exécution | 27 |

A. RÈGLEMENTATION APPLICABLE

En présentant son offre, le soumissionnaire accepte la totalité, sans restriction, des conditions générales et particulières qui régissent ce marché, comme étant la seule base de cette procédure d'appel d'offres, quelles que soient ses propres conditions de vente auxquelles il déclare renoncer. Les soumissionnaires sont réputés avoir examiné attentivement tous les formulaires, instructions, dispositions contractuelles et spécifications contenus dans ce Dossier d'Appel d'Offres et s'y conformer. Le soumissionnaire qui ne fournit pas dans les délais requis toutes les informations et tous les documents nécessaires verra son offre rejetée.

Les présentes Instructions aux Soumissionnaires (IS) définissent les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des actions dans le cadre du présent appel d'offres, en conformité avec la Règlementation des Marchés de Toute Nature passés au nom de l'ASECNA (RMTN).

B. Généralités

1. Objet du marché

1.1 L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne ci-après désignée « Maître d'Ouvrage » ou « ASECNA », publie le présent Dossier d'Appel d'Offres (DAO) en vue de l'acquisition des Fournitures et Services connexes spécifiés à la Section V, Spécifications techniques, bordereau des quantités et de prix. La désignation, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'Appel d'Offres (AO) figurent dans les **DPAO**.

1.2 Tout au long du présent DAO :

- a) le terme « par écrit » signifie communiqué sous forme écrite avec accusé de réception ;
- b) si le contexte l'exige, le singulier désigne le pluriel, et vice versa ; et
- c) le terme « jour » désigne un jour calendaire ;
- d) pour le reste, les définitions et interprétations seront comme il est prescrit à l'article 2 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés d'équipements (**CCAG-E**).

2. Origine des fonds

2.1 L'origine des fonds budgétisés pour le financement du Marché faisant l'objet du présent appel d'offres est indiqué dans les **DPAO**. L'ASECNA a prévu d'utiliser une partie des crédits ainsi budgétisés pour effectuer les paiements autorisés au titre du Marché.

2.2 L'ASECNA n'effectuera les paiements au titre du Marché qu'à la demande du Fournisseur et après les avoir approuvés, conformément aux modalités de paiement contenues dans le Marché. Ces paiements seront soumis à tous égards aux clauses et

conditions du Marché. Aucune partie autre que le Fournisseur ne peut se prévaloir de l'un quelconque des droits stipulés dans un document constitutif du Marché ni prétendre détenir une créance sur le montant du Marché sauf en cas de nantissement.

3. Fraude et corruption

3.1 L'ASECNA a pour politique de requérir des soumissionnaires, fournisseurs, entreprises et prestataires de services prenant part aux marchés passés en son nom, d'observer les normes d'éthique les plus élevées lors de la passation et de l'exécution de ses Marchés. À cet effet, elle inclut dans les Dossiers d'Appel d'Offres des dispositions contre la corruption.

3.2 En application de cette politique, l'ASECNA interdit ces pratiques et définit les expressions y relatives ci-dessous de la façon suivante :

- a) est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage, directement ou indirectement, en vue d'influencer l'action d'un agent de l'ASECNA au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché,
- b) se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;
- c) « pratiques collusoires » désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'ASECNA en aient connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;
- d) «pratiques coercitives » désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ; et
- e) « Pratique obstructive » signifie: e.1) détruire, falsifier, altérer ou dissimuler les preuves matérielles d'une enquête ou faire des déclarations erronées à des enquêteurs en vue de nuire à une enquête visant des allégations de pratiques de corruption, frauduleuses, coercitives, collusives ou interdites ; e.2) menacer, harceler ou intimider des parties afin de les empêcher de révéler ce qu'elles savent de questions qui font l'objet de l'enquête ou les empêcher de poursuivre l'enquête; et e.3) agir de sorte à empêcher l'exercice des droits d'inspection et d'audit effectué par l'ASECNA ou commandité par elle.

3.3 Dans ce cadre, l'attention des soumissionnaires est attirée sur le contenu des articles 83, 84 et 85 de la Règlementation des Marchés de Toutes Natures passés au nom de l'ASECNA (RMTN) du 04 juillet 2013 définissant les sanctions en matières de pratiques frauduleuses et anticoncurrentielles, d'actes de corruption, sans préjudice des sanctions prévues par les lois et règlements en vigueur en la matière.

3.4 L'ASECNA, à la suite de ses propres investigations et conclusions, menées conformément à ses procédures :

-
- a) rejettera une proposition d'attribution si elle se rend compte que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires pour l'attribution de ce marché;
 - b) annulera la fraction du financement affectée aux fournitures de biens ou aux travaux s'il est établi qu'à un moment donné, ses agents en complicité avec le soumissionnaire ou le titulaire, lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché, se sont livrés à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires, coercitives ou obstructives lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché ; et
 - c) déclarera un Fournisseur inéligible, soit indéfiniment soit pour une période déterminée, aux marchés passés en son nom si, à un moment donné, celui-ci s'est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires, coercitives ou obstructives, lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché. Dans ce cas, le Fournisseur se voit frappé d'interdiction de participer aux marchés passés au nom de l'ASECNA pour une période qu'elle aura déterminée.
- 3.5 L'ASECNA se réserve le droit, lorsqu'il a été établi par un organisme national ou international qu'un Fournisseur s'est livrée à la corruption ou à la fraude, de déclarer ce Fournisseur inéligible, pour une période donnée, aux marchés passés en son nom.
- 3.6 L'ASECNA pourra, si elle le juge utile, inclure dans les marchés passés en son nom une disposition exigeant des soumissionnaires, fournisseurs, entreprises, et consultants de l'autoriser à inspecter leurs comptes et registres relatifs à l'exécution du marché et de les faire vérifier par des commissaires aux comptes qu'elle aura désignés.
- 3.7 Toute communication entre le Soumissionnaire et l'ASECNA ayant trait à des allégations de fraude ou corruption doit être échangée par écrit.
- 3.8 L'ASECNA déclare que la négociation, la passation, et l'exécution du Marché n'a pas donné, ne donne pas ou ne donnera pas lieu à des actes constituant ou pouvant constituer une infraction de corruption au sens de la convention de l'OCDE du 17 décembre 1997 relative à la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers.

4. Candidats admis à concourir

- 4.1 L'Avis d'Appel d'Offres publié par l'ASECNA, s'adresse à toutes les personnes physiques ou morales répondant aux critères d'éligibilité définis dans les **DPAO** et remplissant toutes les conditions d'admissibilité aux marchés de l'ASECNA, telles que définies dans la Règlementation des Marchés de Toutes Nature passés au nom de l'ASECNA (RMTN), en son article 50 et sous réserve des dispositions suivantes :
- a) les Soumissionnaires (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du Soumissionnaire) ne doivent pas être associés, ou avoir été associés dans le passé, à un Fournisseur ou Société (ou affiliés à un Fournisseur ou Société) qui a fourni des services de conseil pour la

préparation des spécifications, plans et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre de l'Appel d'Offres.

- b) le Soumissionnaire ne doit pas avoir fait l'objet d'une décision d'exclusion prononcée par l'ASECNA pour corruption, ou pour manœuvres frauduleuses.

4.2 Une personne physique ou morale d'un pays inéligible peut être exclue :

- a) si la loi ou la réglementation du pays où les fournitures seront livrées, interdit les relations commerciales avec le pays de la personne physique ou morale; ou
- b) si, en application d'une décision prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, l'Union Africaine, l'Union Européenne, le Gouvernement du pays où les Fournitures sont livrées, interdit toute importation de biens en provenance du pays de la personne physique ou morale, ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays.

4.3 Les soumissionnaires doivent s'engager, sur la base du modèle d'engagement environnemental et social joint en annexe, à :

- a) respecter et faire respecter par l'ensemble de leurs sous-traitants, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le projet, les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement;
- b) mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnemental et social ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par l'ASECNA.

4.4 Chaque soumissionnaire ne présentera qu'une offre, à titre individuel ou en tant que membre d'un groupement. Un soumissionnaire qui présente plusieurs offres, ou qui participe à plusieurs offres (à l'exception des variantes présentées en vertu de la Clause 13 des présentes IS) sera disqualifié. Cependant, sauf mention contraire stipulée dans les **DPAO**, ceci n'exclut pas la possibilité pour un sous-traitant d'apparaître dans plusieurs offres, en qualité de sous-traitant seulement.

4.5 Un Soumissionnaire, et toutes les parties constituant le Soumissionnaire, peuvent avoir la nationalité de tout pays (sous réserve des clauses 4.1 et 4.2 des présentes IS). Un Soumissionnaire sera réputé avoir la nationalité d'un pays donné s'il en est ressortissant ou s'il y est constitué en société, fondée et enregistrée dans ce pays, et fonctionnant conformément au droit de ce pays. Ce même critère s'appliquera à la détermination de la nationalité de ses sous-traitants et de ses fournisseurs pour toute partie du Marché, y compris les services connexes.

4.6 Les soumissionnaires peuvent être des personnes physiques, des entités privées, des entités publiques sous réserve des dispositions de la clause 4.7 des présentes IS ou

-
- 4.7 toute combinaison entre elles avec une volonté formelle de conclure un accord ou ayant conclu un accord de groupement. En cas de groupement :
- a) sauf spécification contraire dans les **DPAO**, toutes les parties membres sont solidairement responsables.
 - b) les associés désigneront un mandataire qui aura l'autorité de représenter tous les membres du groupement ou du consortium durant la procédure d'Appel d'Offres et, en cas d'attribution du Marché au groupement ou consortium, durant l'exécution du Marché.
- 4.8 Les entreprises publiques sont uniquement admises à participer si elles peuvent démontrer :
- a) qu'elles jouissent d'une autonomie juridique et financière;
 - b) qu'elles sont gérés selon les règles du droit commercial;
 - c) qu'elles ne sont pas une Agence dépendant d'une Administration Publique; et
 - d) qu'elles ne jouissent pas de l'immunité de juridictions et d'exécution, à moins de s'engager à y renoncer.
- 4.9 Les Soumissionnaires doivent fournir toutes pièces que l'ASECNA peut raisonnablement demander, établissant à sa satisfaction qu'ils continuent d'être admis à concourir.

5. Fournitures et services connexes répondant aux critères d'origine

- 5.1 Sauf mention contraire stipulée dans les **DPAO**, toutes les Fournitures et tous les Services connexes faisant l'objet du présent marché peuvent provenir de tout pays sous réserve des mêmes restrictions, concernant les Soumissionnaires, leurs associés ou leur personnel, visées aux clauses 4.1 et 4.2 des présentes IS.
- 5.2 Aux fins de la présente clause, le terme « fournitures » désigne les produits, matières premières, machines, équipements et les installations industrielles; le terme « services connexes » désigne notamment des services tels que, l'assurance, le transport, et l'installation; et le terme « pays d'origine » désigne le pays où les biens sont extraits, poussent, sont cultivés, produits, fabriqués ou transformés ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d'assemblage de composants importants et intégrés aboutit à l'obtention d'un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants importés.
- 5.3 Si les **DPAO** l'exigent, le soumissionnaire fournira la preuve qu'il est dûment habilité par le fabricant des biens à fournir, dans le pays où seront livrées les fournitures, les biens indiqués dans son offre.

C. Dossier d'appel d'offres

6. Contenu du Dossier d'appel d'offres

- 6.1 Le **DAO** comprend les Parties 1, 2 et 3, qui incluent toutes les Sections dont la liste figure ci-après. Il doit être interprété à la lumière de tout additif éventuellement émis conformément à la clause 8 des IS.

PREMIÈRE PARTIE : Procédures d'appel d'offres

- Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS)
- Section II. Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO)
- Section III. Critères d'évaluation et de qualification
- Section IV. Formulaire de soumission

DEUXIÈME PARTIE : Exigences relatives aux fournitures

- Section V. Spécifications techniques, Bordereau des quantités et calendrier de livraison

TROISIÈME PARTIE : Marché

- Section VI. Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG)
- Section VII. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Section VIII. Formulaire du marché

- 6.2 L'Avis d'Appel d'Offres (**AAO**) émis par l'ASECNA ne fait pas partie du **DAO**.

- 6.3 Le soumissionnaire doit obtenir le **DAO** et ses additifs, s'il y a lieu, de la source indiquée dans l'**AAO** ; sinon, l'ASECNA ne sera pas responsable de l'intégrité du **DAO** et de ses additifs.

- 6.4 Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le **DAO**. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le **DAO**. Toute carence à cet égard peut entraîner le rejet de son offre.

7. Éclaircissements apportés au DAO

- 7.1 Tout candidat éventuel désirant des éclaircissements sur les documents contactera l'ASECNA, par écrit, à l'adresse indiquée dans les **DPAO**. L'ASECNA répondra par écrit à toute demande d'éclaircissements reçue au plus tard quinze (15) jours ou le nombre de jours indiqués dans les **DPAO** avant la date limite de dépôt des offres. Elle adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans mention de l'auteur) à tous les candidats éventuels qui auront obtenu le **DAO** directement auprès de la source indiquée dans l'**AAO**. Au cas où l'ASECNA jugerait nécessaire de modifier le **DAO** suite aux éclaircissements fournis, elle le fera conformément à la procédure stipulée à la clause 8 et à la clause 24.2 des IS.

8. Modifications apportées au DAO

- 8.1 L'ASECNA peut, à tout moment, avant la date limite de remise des offres, modifier le **DAO** en publiant un additif.
- 8.2 Tout additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante du **DAO** et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu le **DAO** directement de la source indiquée dans l'**AAO**.
- 8.3 Afin de laisser aux soumissionnaires éventuels un délai raisonnable pour prendre en compte l'additif dans la préparation de leurs offres, l'ASECNA peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des offres conformément à la clause 24.2 des IS.

D. Préparation des offres

9. Frais de soumission

- 9.1 Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et l'ASECNA n'est en aucun cas responsable de ces frais ni tenue de les régler, quels que soient le déroulement et l'issue de la procédure d'appel d'offres.

10. Langue de l'offre

- 10.1 L'offre, ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et l'ASECNA seront rédigés en français. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction en français, auquel cas, aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction en français fera foi.

11. Documents constitutifs de l'offre

- 11.1 L'offre comprendra les documents suivants :
- a) le formulaire d'offre ;
 - b) des pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 16 des IS que le Soumissionnaire est admis à concourir, y compris le Formulaire de renseignements sur le Soumissionnaire ;
 - c) les formulaires de prix applicables, dûment remplis conformément aux dispositions des clauses 12, 14, et 15 des IS ;
 - d) la garantie de soumission établie conformément aux dispositions de la clause 21 des IS ;
 - e) des variantes, si leur présentation est autorisée, conformément aux dispositions de la clause 13 des IS ;
 - f) la confirmation écrite de l'habilitation du signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de la clause 22 des IS ;

-
- g) des pièces attestant, conformément aux dispositions de l'article 17.1 des IS que les Fournitures et Services connexes devant être fournis par le Soumissionnaire sont éligibles ;
 - h) des pièces attestant, conformément aux dispositions des clauses 18 et 30 des IS que les Fournitures et Services connexes sont conformes à la Section V, Spécifications techniques, Bordereau des quantités et calendrier de livraison du **DAO** ;
 - i) des pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 19 des IS que le Soumissionnaire possède les qualifications voulues en conformité avec les exigences de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification ;
 - j) dans le cas d'une offre présentée par un groupement, l'offre doit inclure soit une copie de l'accord ou convention de groupement, ou une lettre d'intention de constituer le groupement accompagnée du projet d'accord ou de convention, signée par tous les membres, identifiant au moins les exigences de l'ASECNA devant être respectivement réalisées par chacun des membres ;
 - k) la lettre d'engagement environnemental et social ; et
 - l) tout autre document stipulé dans les **DPAO**.

12. Formulaire d'offre et bordereaux des prix

- 12.1 Le Soumissionnaire soumettra son offre en remplissant le formulaire d'offre fourni à la Section IV, Formulaires de soumission, sans apporter aucune modification à sa présentation, et aucun autre format ne sera accepté. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés.
- 12.2 Le Soumissionnaire présentera les bordereaux de prix pour les Fournitures et Services connexes, en fonction de leur origine, à l'aide des formulaires figurant à la Section IV, Formulaires de soumission.

13. Variantes

- 13.1 Sauf indication contraire dans les **DPAO**, les variantes ne seront pas prises en compte. Lorsque des offres variantes sont permises, elles seront évaluées comme la solution de base.
- 13.2 Lorsque des délais d'exécution variables sont permis, les **DPAO** préciseront ces délais, et indiqueront la méthode retenue pour l'évaluation de différents délais d'exécution proposés par les Soumissionnaires.
- 13.3 Excepté dans le cas mentionné à l'article 14.4 ci-dessous, les Soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques aux spécifications du **DAO** doivent d'abord chiffrer les exigences définies par l'ASECNA telles que décrites à la Section V, Spécifications techniques, bordereaux des quantités et des prix et calendrier de livraison et fournir en outre tous les renseignements dont l'ASECNA a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les spécifications

techniques, bordereaux des quantités et des prix, sous détails de prix, et tous autres détails utiles. L'ASECNA n'examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du Soumissionnaire ayant offert l'offre conforme aux exigences de base évaluée économiquement la plus avantageuse.

- 13.4 Quand les soumissionnaires sont autorisés dans les **DPAO**, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des exigences de l'ASECNA, ces parties doivent être identifiées dans les **DPAO**, ainsi que la méthode d'évaluation correspondante, et décrites dans les Spécifications techniques de la Section V, Spécifications techniques, bordereaux des quantités et des prix et calendrier de livraison.

14. Prix de l'offre et rabais

- 14.1 Les prix et rabais indiqués par le Soumissionnaire sur le formulaire d'offre et les bordereaux de prix seront conformes aux stipulations ci-après.
- 14.2 Tous les articles figurant sur la liste des fournitures devront être énumérés et leur prix devra figurer séparément sur les bordereaux de prix. Si un bordereau de prix énumère des articles sans prix, leur prix sera supposé inclus dans celui d'autres articles.
- 14.3 Le prix à indiquer sur le formulaire d'offre, conformément aux dispositions de la clause 12.1 des IS, sera le prix total de l'offre, hors tout rabais éventuel.
- 14.4 Le Soumissionnaire indiquera tout rabais inconditionnel et la méthode d'application dudit rabais sur le formulaire d'offre conformément aux dispositions de la clause 12.1 des IS.
- 14.5 Les termes « EXW, DAP, DDP » et autres termes analogues seront régis par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms publiée par la Chambre de Commerce Internationale à la date de l'appel d'offres.
- 14.6 Sauf stipulation contraire figurant dans les **DPAO**, les prix offerts par le Soumissionnaire seront réputés fermes, conformément à l'article 11/1/1 du **CCAG-FCS**.
- 14.7 Sauf stipulations contraires dans les **DPAO**, les prix proposés dans les bordereaux de prix pour les Fournitures et Services connexes, seront réputés hors taxes (HT) et hors douanes (HD) pour des Fournitures livrées, EXW, DAP ou DDP selon les options indiquées dans les **DPAO**.
- 14.8 Dans le cas où les taxes et droits de douane seront exigibles, les prix proposés dans les bordereaux de prix pour les Fournitures et Services connexes, seront décomposés, le cas échéant, et présentés de la façon suivante :

A. Fournitures originaires du pays où elles seront livrées :

- (i) le prix des fournitures EXW (à l'usine, à la fabrique, au magasin d'exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas);

-
- (ii) les taxes et droits de douane sur les ventes et autres taxes et droits perçus dans le pays qui seront dus, le cas échéant, sur les Fournitures si le Marché est attribué ;
 - (iii) le prix des transports intérieurs, assurance et autres coûts locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale, si les **DPAO** le stipulent, et
 - (iv) le prix total ((i)+(ii)+(iii)).

B. Fournitures originaires d'un pays étranger ou autre que celui où elles seront livrées:

- (i) le prix des fournitures EXW (à l'usine, à la fabrique, au magasin d'exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas) ;
- (ii) le prix des transports internationaux, DDP (destination finale), tel que stipulé aux **DPAO**. Pour l'établissement du prix de transport, le Soumissionnaire pourra recourir à toute entreprise de transport satisfaisant aux critères d'éligibilité. Il en est de même pour l'assurance des fournitures ;
- (iii) les taxes et droits de douane sur les ventes et autres taxes et droits perçus dans le pays où seront livrées les Fournitures qui seront dus, le cas échéant, sur ces Fournitures si le Marché est attribué ; et
- (iv) le prix total ((i) + (ii) + (iii)).

C. Services connexes, autres que transports intérieurs et autres services nécessaires pour acheminer les fournitures à leur lieu de destination finale, lorsque de tels Services connexes sont requis dans la Section V. Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques:

- i) le prix de chaque élément faisant partie des Services connexes, y compris ;
- ii) tous droits de douanes, taxes sur les ventes et autres taxes et droits similaires perçus sur les Services connexes dans le pays où seront livrées les Fournitures qui seront dus, le cas échéant, sur ces services si le Marché est attribué.

14.9 Les prix offerts par le Soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché et ne pourront varier en aucune manière, sauf stipulation contraire figurant dans les **DPAO**. Une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de la clause 29 des IS, sauf stipulation contraire figurant dans les **DPAO**. Cependant, si les **DPAO** prévoient que les prix seront révisables pendant la période d'exécution du Marché, une offre à prix ferme ne sera pas rejetée, mais le coefficient de révision considéré comme égal à zéro.

-
- 14.10 La clause 1.1 peut prévoir que l'appel d'offres soit lancé pour un seul marché (lot) ou pour un groupe de marchés (lots). Sauf indication contraire dans les **DPAO**, les prix indiqués devront correspondre à la totalité (100%) des articles de chaque lot, et à la totalité (100%) de la quantité indiquée pour chaque article. Un Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d'attribution de plus d'un lot ou d'un marché ou un éventuel rabais inconditionnel devra indiquer dans le Formulaire d'offre les réductions applicables à chaque groupe de lots ou à chaque marché du groupe de lots, ainsi que la manière dont elles s'appliqueront. Les réductions de prix ou rabais accordés seront proposés conformément à la clause 14.4, à la condition toutefois que les offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.

15. Monnaies de l'offre et de paiement

- 15.1 Les offres seront libellées dans la (ou les) monnaie(s) tel que stipulé aux **DPAO**. Les paiements au titre du Marché seront effectués de la même manière.

16. Documents attestant que le candidat est admis à concourir

- 16.1 Pour établir qu'il est admis à concourir en application des dispositions de la clause 4 des IS, le Soumissionnaire remplira les déclarations d'admissibilité figurant dans le formulaire d'offre et le Formulaire de renseignements sur le Soumissionnaire, inclus à la Section IV, Formulaires de soumission.

17. Documents attestant que les fournitures et services connexes répondent aux critères d'origine

- 17.1 Pour établir que les Fournitures et Services connexes répondent aux critères d'origine, en application des dispositions de la clause 5 des IS, les Soumissionnaires rempliront les déclarations indiquant le pays d'origine figurant dans les formulaires de prix, inclus à la Section IV, Formulaires de soumission.

18. Documents attestant de la conformité des Fournitures et Services connexes au DAO

- 18.1 Pour établir la conformité des Fournitures et Services connexes au **DAO**, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les pièces justificatives spécifiées à la Section V, Spécifications techniques, bordereau des quantités et calendrier de livraison.
- 18.2 Les pièces justificatives peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des Fournitures et Services connexes, démontrant qu'ils correspondent pour l'essentiel aux spécifications et, le cas échéant une liste des divergences existant par rapport aux dispositions de la Section V, Spécifications techniques, bordereau des quantités et calendrier de livraison.
- 18.3 Les normes qui s'appliquent aux modes d'exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros de catalogue spécifiés par l'ASECNA sur le Bordereau des quantités, calendrier de livraison et dans les spécifications techniques, ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et n'ont nullement un caractère restrictif. Le Soumissionnaire peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres numéros de

catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction de l'ASECNA que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications du Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques.

19. Documents attestant des qualifications du soumissionnaire

- 19.1 Pour établir qu'il possède les qualifications requises pour exécuter le Marché, le Soumissionnaire fournira les pièces justificatives demandées pour chaque critère de qualification spécifié à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification. En outre, il fournira:
- 19.2 Si cela est exigé dans les **DPAO**, le Soumissionnaire qui ne fabrique ou ne produit pas les Fournitures qu'il offre, soumettra une Autorisation du Fabrikant, en utilisant à cet effet le formulaire inclus dans la Section IV, Formulaires de soumission.
- 19.3 Si cela est exigé dans les **DPAO**, au cas où il n'est pas établi dans le pays où seront livrées les Fournitures, le Soumissionnaire soumettra des documents montrant qu'il y est ou sera représenté par un Agent équipé et en mesure de répondre aux obligations contractuelles et aux exigences de l'ASECNA en matière d'entretien, de réparations et de fournitures de pièces détachées.

20. Période de validité des offres

- 20.1 Les offres demeureront valables pendant la période spécifiée dans les **DPAO** après la date limite de soumission fixée par l'ASECNA. Une offre valable pour une période plus courte sera considérée comme non conforme et rejetée par l'ASECNA.
- 20.2 Exceptionnellement, avant l'expiration de la période de validité des offres, l'ASECNA peut demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité de leur offre. La demande et les réponses seront formulées par écrit. S'il est demandé une garantie de soumission en application de la clause 21 des IS, sa validité sera prolongée pour une durée correspondante. Un soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son offre sans perdre sa garantie. Un soumissionnaire qui consent à cette prorogation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire, sous réserve des dispositions de la clause 20.3 des IS.
- 20.3 Dans le cas de marché à prix ferme, si l'attribution est retardée de plus de soixante (60) jours au-delà du délai initial d'expiration de la validité de l'offre, le prix du Marché peut être actualisé par un facteur spécifié dans la demande de prorogation. L'évaluation des offres sera basée sur le prix de l'offre sans prise en considération de l'actualisation susmentionnée.

21. Garantie de soumission

- 21.1 Sauf spécification contraire dans les **DPAO**, le Soumissionnaire fournira l'original d'une garantie de soumission qui fera partie intégrante de son offre. Le montant de cette garantie et la monnaie dans laquelle elle sera libellée seront indiqués dans les **DPAO**.

-
- 21.2 La garantie de soumission se présentera sous la forme indiquée dans les **DPAO**, choisie parmi celles ci- après :
- a) une garantie bancaire à première demande;
 - b) une caution personnelle et solidaire;
 - c) une lettre de crédit irrévocable ;
 - d) un chèque de banque certifié.
- 21.3 La garantie de soumission sera soumise soit à l'aide du formulaire de garantie de soumission figurant à la Section IV, Formulaires de soumission ou sous une forme approuvée par l'ASECNA avant le dépôt des offres. Dans les deux cas, le formulaire doit comporter le nom exact et complet du Soumissionnaire.
- 21.4 La garantie de soumission doit être émise par une source de renom agréée dans un pays membre de l'ASECNA et acceptable par l'ASECNA. Si la garantie est émise par un organisme de cautionnement ou une institution financière située en dehors d'un pays membre de l'ASECNA, elle doit être agréée dans son pays d'origine, acceptable par l'ASECNA et avoir une institution financière correspondante dans un pays membre de l'ASECNA pour permettre ainsi de l'appeler, le cas échéant.
- Les pays membres de l'ASECNA sont : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, France, Gabon, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger Sénégal, Tchad et Togo.
- 21.5 La garantie de soumission d'un groupement doit être au nom du groupement qui a soumis l'offre. Si un groupement n'a pas été formellement constitué lors du dépôt de l'offre, la garantie de soumission doit être au nom de tous les futurs membres du groupement, conformément au libellé de la lettre d'intention mentionnée à la Clause 4.4 des IS. Cependant, lorsque le soumissionnaire est un groupement solidaire, la garantie peut être fournie par le mandataire pour le montant total de l'offre. Lorsque le soumissionnaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement peut fournir une garantie correspondant au montant des parties des fournitures qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour le montant total de l'offre.
- 21.6 La garantie de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours après l'expiration de la durée initiale de validité de l'offre, ou prorogée selon les dispositions de la clause 20.2 des IS, le cas échéant.
- 21.7 Toute offre non accompagnée d'une garantie substantiellement conforme, si pareille garantie est exigée en application de la clause 21.1 des présentes IS, sera écartée par l'ASECNA comme étant non conforme.
- 21.8 Les garanties de soumission des soumissionnaires non retenus leur seront restituées dans les meilleurs délais après la main levée donnée par l'ASECNA, et après que le Soumissionnaire retenu ait signé le Marché et fourni la garantie de bonne exécution prescrite à la clause 44 des présentes IS.

21.9 La garantie de soumission du soumissionnaire retenu lui sera restituée dans les meilleurs délais après la signature du Marché, et contre remise de la garantie de bonne exécution requise.

21.10 La garantie de soumission peut être saisie :

a) si le Soumissionnaire retire son offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans le Formulaire d'offre, sous réserve des dispositions de la clause 20.2 des présentes IS ;

b) si le Soumissionnaire n'accepte pas la correction du montant de sa soumission, conformément aux dispositions de la Clause 31 des présentes IS ;

ou

c) s'agissant du soumissionnaire retenu, si ce dernier :

i) manque à son obligation de signer le Marché en application de la clause 43 des présentes IS ; ou

ii) manque à son obligation de fournir la garantie de bonne exécution en application de la clause 44 des présentes IS.

22. Forme et signature de l'offre

22.1 Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre tels que décrits à la clause 11 des IS, en indiquant clairement la mention « ORIGINAL ». Par ailleurs, il soumettra le nombre de copies de l'offre indiqué dans les **DPAO**, en mentionnant clairement sur ces exemplaires « COPIE ». En cas de différences entre les copies et l'original, l'original fera foi.

22.2 L'original et toutes copies de l'offre seront dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile ; ils seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du soumissionnaire. Cette habilitation consistera en une confirmation écrite comme spécifié dans les **DPAO**, qui sera jointe à la soumission. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l'habilitation devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de l'offre, à l'exception des publications non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de l'offre.

22.3 La soumission d'un groupement doit être conforme aux exigences ci-après:

(a) sauf si cela n'est pas exigé en application de l'article 4.6 a) des IS, elle doit être signée de manière à engager juridiquement tous les membres ; et

(b) elle doit inclure le pouvoir donné au Mandataire comme mentionné à l'article 4.6 b) des IS, signé par les personnes qui sont juridiquement habilités à signer au nom des membres du groupement.

22.4 Toute modification, ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire.

E. Remise des Offres et Ouverture des plis

23. Cachetage et marquages des offres

23.1 Le Soumissionnaire placera l'original de son offre et chacune de ses copies, y compris les variantes éventuellement autorisées en application de la clause 13 des IS, dans des enveloppes séparées et cachetées, portant la mention « ORIGINAL », « COPIE », « VARIANTE » ou « COPIE DE LA VARIANTE », selon le cas. Toutes ces enveloppes seront elles-mêmes placées dans une même enveloppe extérieure cachetée.

23.2 Les enveloppes intérieure et extérieure devront :

- a) comporter le nom et l'adresse du Soumissionnaire de façon à permettre à l'ASECNA de renvoyer l'offre cachetée si elle a été déclarée hors délai conformément à la clause 25.1 des IS;
- b) être adressées à l'ASECNA conformément à la clause 24.1 des présentes IS ;
- c) comporter le numéro d'identification de l'Appel d'Offres en application de l'article 1.1 des IS et toute autre identification indiquées dans les **DPAO** ;
- d) comporter la mention de ne pas les ouvrir avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture des plis en application de la clause 24.1 des présentes IS.

23.3 Si les enveloppes ne sont pas cachetées et marquées comme stipulé, l'ASECNA ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

24. Date et heure limite de remise des offres

24.1 Les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée dans les **DPAO** et au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans lesdites **DPAO**.

24.2 L'ASECNA peut, si elle le juge bon, reporter la date limite de remise des offres en modifiant le **DAO** en application de la clause 8 des IS, auquel cas, tous ses droits et obligations et ceux des Soumissionnaires régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite.

25. Offres hors délai

25.1 L'ASECNA n'examinera aucune offre arrivée après l'expiration du délai de remise des offres, conformément à la clause 24 des IS. Toute offre reçue après la date et l'heure limites de dépôt des offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte.

26. Retrait, substitution et modification des offres

26.1 Un soumissionnaire peut retirer, remplacer, ou modifier son offre après l'avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d'une copie de l'habilitation en application de la clause 22.2 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait). La modification ou l'offre de remplacement

correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :

- a) délivrées en application des clauses 22 et 23 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « RETRAIT », « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION » ; et
- b) reçues par l'ASECNA avant la date et l'heure limites de remise des offres conformément à la clause 24 des IS.

26.2 Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de la clause 26.1 leur seront renvoyées sans avoir été ouvertes.

26.3 Aucune offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l'heure limites de dépôt des offres et la date d'expiration de la validité spécifiée par le Soumissionnaire sur le formulaire d'offre, ou d'expiration de toute période de prorogation de la validité.

27. Ouverture des plis

27.1 L'ASECNA procédera à l'ouverture des plis en présence des représentants désignés des soumissionnaires qui souhaitent y assister, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquées dans les **DPAO**.

27.2 Dans un premier temps, les enveloppes marquées « RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Aucun retrait d'offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le retrait et n'est pas lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRE DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée sans avoir été ouverte au Soumissionnaire. Aucun remplacement d'offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et n'est pas lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. Aucune modification d'offre ne sera autorisée si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander la modification et n'est pas lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite considérées.

27.3 Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix, ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais et toutes variantes éventuelles, l'existence d'une garantie de soumission si elle est exigée, et tout autre détail que l'ASECNA peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation. Toutes les pages du Formulaire d'offre et des bordereaux de prix seront visées par un minimum de trois représentants de l'ASECNA présents à la cérémonie d'ouverture. Aucune offre ne sera écartée à l'ouverture des plis, excepté les offres hors délai en application de la clause 25.1.

27.4 L'ASECNA établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis, qui comportera au minimum :

- le nom du soumissionnaire et s'il y a retrait, remplacement de l'offre ou modification ;
- le prix de l'offre, par lot le cas échéant, y compris tous rabais et variantes proposés ;
- et l'existence ou l'absence d'une garantie de soumission si elle est exigée.

Il sera demandé aux représentants des soumissionnaires présents de signer une feuille de présence.

F. Evaluation et comparaisons des offres

28. Confidentialité

28.1 Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, et à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la recommandation d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique.

28.2 Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer l'ASECNA lors de l'examen, de l'évaluation, de la comparaison des offres et de la vérification de la capacité des candidats ou lors de la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

28.3 Nonobstant les dispositions de la clause 28.2 des IS, entre le moment où les plis seront ouverts et celui où le Marché sera attribué, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'ASECNA pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

29. Éclaircissement concernant les offres

29.1 Pour faciliter l'examen, l'évaluation, la comparaison des offres et la vérification des qualifications des soumissionnaires, l'ASECNA a toute latitude pour demander à un soumissionnaire des éclaircissements sur son offre. Aucun éclaircissement apporté par un soumissionnaire autrement qu'en réponse à une demande de l'ASECNA ne sera pris en compte. La demande d'éclaircissement de l'ASECNA, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification de prix ni aucun changement substantiel de l'offre ne seront demandés, offerts ou autorisés, si ce n'est pour confirmer la correction des erreurs arithmétiques découvertes par l'ASECNA lors de l'évaluation des offres en application de la clause 32 des IS.

29.2 L'ASECNA se réserve le droit de rejeter une offre au cas où un soumissionnaire n'apporte pas de réponse à une demande d'éclaircissement dans le délai fixé par la lettre de demande.

30. Conformité des offres

30.1 L'ASECNA établira la conformité de l'offre sur la base de sa seule teneur.

30.2 Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du **DAO**, sans divergence, réserve ou omission substantielles. Les divergences ou omissions substantielles sont celles :

- a) qui limitent de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances des fournitures et services connexes spécifiés dans le Marché ; ou
- b) qui limitent, d'une manière substantielle et non conforme au **DAO**, les droits de l'ASECNA ou les obligations du Soumissionnaire au titre du Marché ; ou
- c) dont l'acceptation serait préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l'essentiel.

L'ASECNA déterminera si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du **DAO** en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.

30.3 L'ASECNA écartera toute offre qui n'est pas conforme pour l'essentiel au **DAO** et le Soumissionnaire ne pourra pas par la suite la rendre conforme en apportant des corrections à la divergence, réserve ou omission substantielle constatée.

31. Non-conformité, erreurs et omissions

31.1 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'ASECNA peut demander au Soumissionnaire de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaires pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l'offre en rapport avec la documentation demandée. Pareille omission ne peut, en aucun cas, être liée à un élément quelconque du prix de l'offre. Le Soumissionnaire qui ne ferait pas droit à cette demande peut voir son offre écartée.

31.2 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'ASECNA rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :

- a) s'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de l'ASECNA, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
- b) si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;
- c) s'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus ; et
- d) s'il y a contradiction entre les quantités indiquées dans le bordereau de quantités et celles indiquées dans l'offre du soumissionnaire, celles indiquées dans le bordereau de quantités prévaudront et le prix total sera ainsi corrigé.

-
- 31.3 Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée.

32. Examen préliminaire des offres

- 32.1 L'ASECNA examinera les offres pour s'assurer que tous les documents et la documentation technique demandés à la clause 11 des IS ont bien été fournis et sont tous complets.

33. Examen des conditions, Évaluation technique

- 33.1 L'ASECNA examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le CCAG et le CCAP ont été acceptées par le Soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle.
- 33.2 L'ASECNA évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 18 des IS pour confirmer que toutes les stipulations de la Section V, Spécifications techniques, bordereau des quantités, calendrier de livraison et du **DAO**, sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.
- 33.3 Si, après l'examen des termes et conditions de l'appel d'offres et l'évaluation technique, l'ASECNA établit que l'offre n'est pas conforme pour l'essentiel en application de la clause 30 des IS, il écartera l'offre en question.

34. Conversion en une seule monnaie

- 34.1 Aux fins d'évaluation et de comparaison, l'ASECNA convertira tous les prix des offres exprimés dans diverses monnaies en une seule monnaie, en utilisant le cours vendeur fixé par la source spécifiée dans les **DPAO**, en vigueur à la date qui y est également spécifiée.

35. Marge de préférence

- 35.1 Sauf stipulation contraire dans les **DPAO**, aucune marge de préférence ne sera accordée.

36. Évaluation des Offres

- 36.1 L'ASECNA évaluera chacune des offres dont elle aura établi, à ce stade de l'évaluation, qu'elle est conforme pour l'essentiel.
- 36.2 Pour évaluer une offre, l'ASECNA n'utilisera que les critères et méthodes définis dans les **DPAO** et dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, à l'exclusion de tous autres critères et méthodes.
- 36.3 Pour évaluer une offre, l'ASECNA prendra en compte les éléments ci-après :
- a) le prix de l'offre, indiqué suivant les dispositions de la clause 14 des IS;
 - b) les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de la clause 31.3 ;

-
- c) les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de la clause 14.4;
 - d) comme indiqué dans les **DPAO**, les critères d'évaluation sélectionnés parmi ceux indiqués à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification ;
 - e) les ajustements imputables à l'application d'une marge de préférence, le cas échéant, conformément à la clause 35 des IS.
- 36.4 Lors de l'évaluation du montant des offres, l'ASECNA exclura et ne prendra pas en compte:
- a) dans le cas de Fournitures fabriquées dans un pays membre de l'ASECNA ou de fournitures éligibles d'origine étrangère se trouvant déjà dans un pays membre de l'ASECNA, des taxes sur les ventes ou autres taxes du même type dues, le cas échéant, sur le montant des fournitures en cas d'attribution du Marché au Soumissionnaire;
 - b) dans le cas de Fournitures d'origine étrangère à importer, des droits de douane et droits d'entrée et autres droits et taxes qui seront dus, le cas échéant, dans les pays membres de l'ASECNA sur les fournitures en cas d'attribution du Marché;
 - c) dans le cas de Services connexes, des droits de douanes, taxes sur les ventes et autres taxes similaires qui seront dus, le cas échéant, sur les Services connexes en cas d'attribution du Marché;
 - d) de toute provision éventuelle pour révision des prix pendant la période d'exécution du Marché, lorsqu'elle est prévue dans l'offre.
- 36.5 Si cela est prévu dans les **DPAO**, le présent **DAO** autorise les soumissionnaires à indiquer séparément leurs prix pour différents lots, et permet à l'ASECNA d'attribuer un ou plusieurs lots à un ou plus d'un soumissionnaire. La méthode d'évaluation pour déterminer la combinaison d'offres la moins-disante, compte tenu de tous rabais offerts dans le Formulaire d'offre, sera précisée dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.
- 37. Comparaison des offres**
- 37.1 L'ASECNA comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la moins-disante, en application de la clause 36 des IS.
- 38. Vérification à posteriori des qualifications du soumissionnaire**
- 38.1 L'ASECNA s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre évaluée la moins-disante et substantiellement conforme aux dispositions du **DAO**, possède bien les qualifications requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.
- 38.2 Cette détermination sera fondée sur l'examen des pièces attestant les qualifications du soumissionnaire et soumises par lui en application de la clause 19 des IS.
-

-
- 38.3 L'attribution du Marché au Soumissionnaire est subordonnée à l'issue positive de cette détermination. Au cas contraire, l'offre sera rejetée et l'ASECNA procédera à l'examen de la seconde offre évaluée la moins-disante afin d'établir de la même manière si le Soumissionnaire est capable d'exécuter le Marché de façon satisfaisante.

39. Droit de l'ASECNA d'accepter l'une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres

- 39.1 L'ASECNA se réserve le droit d'annuler la procédure d'appel d'offres et d'écarter toutes les offres à tout moment avant l'attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des soumissionnaires.
- 39.2 En cas d'annulation de l'appel d'offres, toutes les offres remises, et notamment les garanties de soumission, seront renvoyées aux soumissionnaires dans les meilleurs délais.

G. Attribution du Marché

40. Critères d'attribution

- 40.1 L'ASECNA attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins-disante et jugée substantiellement conforme au DAO, à condition que le Soumissionnaire soit en outre jugé qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

41. Droit de l'ASECNA de modifier les quantités au moment de l'attribution du Marché

- 41.1 Au moment de l'attribution du Marché, l'ASECNA se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer la quantité de fournitures et de services connexes initialement spécifiée à la Section V, Spécifications techniques, bordereau des quantités et calendrier de livraison et, pour autant que ce changement n'excède pas les pourcentages indiqués dans les **DPAO**, et sans aucune modification des prix unitaires ou autres conditions de l'offre et du **DAO**.

42. Notification de l'attribution du Marché

- 42.1 Avant l'expiration du délai de validité des offres, l'ASECNA notifiera au Soumissionnaire retenu, par écrit, que son offre a été retenue en même temps qu'il notifie également aux autres soumissionnaires les résultats de l'appel d'offres. Cette lettre de notification indiquera le montant que l'ASECNA paiera au Fournisseur au titre de l'exécution du Marché.
- 42.2 La lettre de notification précisera le cas échéant, les corrections apportées au montant de l'offre. Si le Soumissionnaire n'accepte pas les corrections ainsi effectuées, son offre sera rejetée et la garantie de soumission peut être saisie.
- 42.3 L'ASECNA répondra rapidement par écrit à tout soumissionnaire ayant présenté une offre infructueuse qui, après la notification des résultats selon les dispositions de la clause 39.1 ci-dessus, lui aura présenté par écrit, dans un délai de cinq (05) jours à

compter de la date de réception de ladite lettre de notification, une requête en vue d'obtenir des informations sur le (ou les) motif(s) pour le(s)quel(s) son offre n'a pas été retenue.

43. Signature du Marché

- 43.1 Dans les meilleurs délais après la notification de l'attribution du Marché, l'ASECNA enverra au Soumissionnaire retenu l'acte d'engagement et le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- 43.2 Dans le délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de l'acte d'engagement, le Soumissionnaire retenu le signera ainsi que le CCAP, les datera et les renverra à l'ASECNA.

44. Garantie de bonne exécution

- 44.1 Dans le délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la notification, par l'ASECNA, de l'attribution du Marché, le Soumissionnaire retenu fournira la garantie de bonne exécution, conformément au CCAP, en utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution figurant à la Section VIII, Formulaires du Marché, ou tout autre modèle jugé acceptable par l'ASECNA.
- 44.2 Le défaut de production, par le Soumissionnaire retenu, de la garantie de bonne exécution susmentionnée ou le fait qu'il ne signe pas l'acte d'engagement, constituera un motif suffisant d'annulation de l'attribution du Marché et de saisie de la garantie de soumission.
- 44.3 Le cas échéant, l'ASECNA pourra attribuer le Marché au Soumissionnaire dont l'offre est jugée substantiellement conforme au **DAO** et classée la deuxième moins-disante, et qui possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

Section II : Données Particulières de l'appel d'offres

Table des matières

| | | |
|-----------|---|-----------|
| A. | Généralités | 29 |
| B. | Dossier d'appel d'offres | 30 |
| C. | Préparation des offres | 30 |
| D. | Remise des offres et ouverture des plis..... | 33 |
| E. | Évaluation et comparaison des offres..... | 34 |
| F. | Attribution du Marché..... | 35 |

A. Généralités

| | |
|--------------|---|
| 1. IS 1.1 | Objet de l'appel d'offres Numéro de l'Appel d'Offres : ASECNA/DGAN/TC/CM/U-IGC/0002/2025 |
| IS 1.1 | Nom du Maître d'Ouvrage : Délégation de l'ASECNA au Tchad. |
| IS 1.1 | Intitulé du Projet : Extension et réaménagement du parking auto de l'aéroport international Hassan Djamous de Ndjamen a – Volet Équipements |
| IS 1.1 | <p>Objet de l'Appel d'Offres (AO) :</p> <p>Extension et réaménagement du parking auto de l'aéroport international Hassan Djamous de Ndjamena – Volet Équipements</p> <p>Numéro d'identification de l'Appel d'Offres (AO) : ASECNA/DGAN/TC/CM/U-IGC/0002/2025</p> <p>Nombre et numéro d'identification des lots faisant l'objet du présent AO : 04 Lots</p> <ul style="list-style-type: none">- Lot 1 : Éclairage ;- Lot 2 : Panneaux publicitaires ;- Lot 3 : Barrière levante automatique et système de gestion ;- Lot 4 : Système de vidéosurveillance. <p>Les soumissionnaires peuvent présenter des offres pour un ou plusieurs lots et être attributaires d'un ou plusieurs lots.</p> <p>Les soumissionnaires qui désirent soumissionner pour plusieurs lots devront impérativement présenter une offre séparée pour chaque lot.</p> <p>Pour être attributaire de plusieurs lots à la fois, le soumissionnaire doit apporter les preuves qu'il dispose des qualifications nécessaires pour exécuter concomitamment ou en parallèle les fournitures de plusieurs lots.</p> |
| 2. IS 2.1 | Origine des fonds ou Source de financement du Marché : Financement : Budget de la Délégation Aux Activités Aéronautiques Nationales du Tchad. |

| | |
|---------------|--|
| IS 2.1 | <p>Numéro du projet : ASECNA/DGAN/TC/CM/U-IGC/0002/2025</p> <p>Intitulé : Extension et réaménagement du parking auto de l'aéroport international Hassan Djamous de Ndjamen – Volet Équipements</p> |
| 4. | Candidats admis à concourir |
| IS 4.1 | Les Instructions aux soumissionnaires s'appliquent. |
| IS 4.6 | Les personnes physiques ou les sociétés organisées en groupement, seront solidairement responsables |
| 5. | Critères d'origine |
| IS 5.1 | Les Instructions aux soumissionnaires s'appliquent. |

B. Dossier d'appel d'offres

| | |
|---------------|--|
| IS 7.1 | <p>Afin d'obtenir des clarifications uniquement, l'adresse du représentant de l'Autorité Contractante est la suivante :</p> <p style="text-align: center;">À l'attention du Délégué du Directeur Général de l'ASECNA Délégation aux Activités Aéronautiques Nationales du Tchad Aéroport International Hassan Djamous de N'Djamena, BP 1310 N'DJAMENA – TCHAD Téléphone : +235 22 52 57 45 – Télécopie : +235 2252 39 47 Adresse électronique : younousmiabd@asecna.org younous.abdelaziz@gmail.com</p> <p>Votre demande doit parvenir à cette adresse au plus tard quinze (15) jours avant la date limite de dépôt des offres.</p> <p><i>Le présent Dossier d'Appel d'Offres (DAO) est consultable ou téléchargeable sur le site institutionnel de l'ASECNA www.asecna.aero rubrique appels d'offres. Il est également recommandé à toute personne physique ou morale intéressée par le présent appel d'offres de s'enregistrer au moment de télécharger le DAO pour bénéficier des additifs et mises à jour éventuels.</i></p> |
|---------------|--|

C. Préparation des offres

| | |
|--------------------|--|
| 10. | Langue de l'offre |
| IS 10.1 | Les Instructions aux soumissionnaires s'appliquent. |
| 11. | Documents constitutifs de l'offre |
| IS 11.1 (i) | <p>Pour chaque lot, l'offre comprendra les documents suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le Formulaire d'Offre rempli, daté, signé et cacheté, conforme au modèle annexé au Dossier d'Appel d'Offres (DAO). Le montant porté sur le |

| | |
|----------------|--|
| | <p>Formulaire d'Offre sera le montant global incluant tous les coûts afférents au marché. Ce montant global de l'offre que le soumissionnaire devra indiquer dans son formulaire d'offre sera le montant total de l'offre mentionné à la fin du bordereau des prix. Le Formulaire d'Offre est réputé tenir compte de tous les coûts. Toute réclamation faite ultérieurement sera nulle et de nul effet (Formulaire de soumission n°1, Formulaire d'Offre) ;</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Les pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 16 des IS que le Soumissionnaire est admis à concourir (Formulaire de soumission n°2, Formulaire de renseignements sur le Soumissionnaire accompagné des documents administratifs qui y exigés) ; 3. Les bordereaux de prix dûment complétés, paraphés, datés, signés et cachetés ; 4. des variantes, si leur présentation est autorisée, conformément aux dispositions de la clause 13 des IS ; 5. Les Spécifications techniques essentielles des fournitures et services connexes proposés plus les déclarations de leur conformité aux documents normatifs internationaux énumérés, le cas échéant, dans la Section V, Spécifications techniques et bordereaux des quantités faisant clairement apparaître les différences. Ces documents doivent revêtir la forme de prospectus, photographies en couleurs, dessins ou données et comprendre une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des Fournitures et Services connexes, démontrant qu'elles correspondent pour l'essentiel aux spécifications techniques exigées à la Section V du DAO et à la clause 30 des IS ; 6. Les pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 19 des IS que le Soumissionnaire possède les qualifications requises pour exécuter le Marché si son offre est retenue telles qu'exigées à la Section III ; 7. La lettre d'engagement environnemental et social (Formulaire de soumission n°6, Modèle d'engagement « environnemental et social »); 8. l'acte d'engagement paraphé; et 9. Une clé USB ou un DVD comportant un index papier et exempt de tout virus et contenant tous les documents de l'offre en fichiers non compressés, imprimables et reproductibles. Ils seront en format Microsoft Word 2010 pour les pièces écrites, Microsoft Excel 2010 pour les devis quantitatifs estimatifs et les bordereaux de prix unitaires, et Format JPEG pour les notices, photos et images. L'ensemble des documents seront également fournis sous format PDF imprimable et reproductible. <p>Ces pièces 1 à 9 doivent être impérativement présentées dans cet ordre et séparées par des onglets.</p> |
| 13. | Variantes |
| IS 13.1 | Les variantes sont autorisées. |
| IS 13.2 | Délai d'exécution : le délai de livraison sera celui du Soumissionnaire retenu. |



| | |
|--------------------|--|
| IS 13.4 | Les variantes techniques sur la ou les parties des prestations, si elles sont demandées dans les spécifications techniques, sont permises. |
| IS 14.8A/B | Tous les prix doivent être hors toutes taxes et tous droits de douanes (HT-HD). |
| IS 14.7 | Les prix proposés par les Soumissionnaires seront fermes |
| IS 15.1 (a) | <p>Le prix de l'offre et les paiements au titre du Marché seront libellés dans la (les) monnaie(s) comme décrit ci-après :</p> <p>Le Soumissionnaire présente son prix en Francs CFA</p> <p>(a) Le Soumissionnaire libellera les prix unitaires des Bordereaux des prix entièrement en Francs CFA. Le Soumissionnaire qui compte encourir des dépenses dans d'autres monnaies pour se procurer des intrants provenant de pays autres que les pays de la Zone Franc, dénommées "monnaies étrangères" ci-après, indiquera dans le Bordereau des prix pour les Fournitures et Services connexes inclus dans la Section IV, Formulaire de soumission, le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de deux monnaies de tout pays.</p> <p>(b) Les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour déterminer le montant et les pourcentages de son offre en Francs CFA seront annexés à la soumission. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, afin que le risque de change ne soit pas supporté par le Soumissionnaire retenu.</p> <p>(c) L'Autorité Contractante pourra demander aux Soumissionnaires de justifier, à sa satisfaction, leurs besoins en monnaie(s) étrangère(s).</p> |
| IS 20.1 | La période de validité de l'offre sera de cent quatre-vingt (180) jours. |
| IS 22.1 | Pour chaque lot, outre l'original de l'offre, le nombre de copies demandé est de : <u>Un (01).</u> |

D. Remise des offres et ouverture des plis

| | |
|-------------|--|
| IS 23.2 (c) | Le numéro d'identification de la présente procédure d'appel d'offres est le suivant : ASECNA/DGAN/TC/CM/U-IGC/0002/2025 |
| IS 24.1 | <p>Aux fins de remise des offres, uniquement, l'adresse de l'Autorité Contractante est la suivante :</p> <p>À l'attention du : Délégué du Directeur Général de l'ASECNA ASECNA Délégation aux activités Aéronautiques Nationales du Tchad Aéroport International Hassan Djamous de N'Djamena, BP 1310 N'DJAMENA – TCHAD Téléphone : +235 22 52 57 45 – Télécopie : +235 2252 39 47 Email : younousmiabd@asecna.org younous.abdelaziz@gmail.com</p> <p>Pour chaque lot, l'offre sera établie en deux (02) exemplaires dont un (01) original et une (01) copie et présentée sous plis fermés constitués de la façon suivante :</p> <p>L'offre originale et la copie seront placées dans deux (02) enveloppes séparées (chacune dans une enveloppe) et cachetées, portant la mention « ORIGINAL » ou « COPIE », selon le cas.</p> <p>Chacune de ces deux (02) enveloppes dites enveloppes intérieures, portera également, en plus de la mention « ORIGINAL » ou « COPIE », selon le cas, le numéro et l'intitulé du lot concerné, le nom et l'adresse du Soumissionnaire.</p> <p>Les deux (02) enveloppes intérieures seront elles-mêmes placées dans une même enveloppe extérieure cachetée, portera en plus du numéro et l'intitulé du lot concerné, du nom et l'adresse du Soumissionnaire, la mention :</p> <p>À l'attention de :</p> <p>Monsieur le Délégué du Directeur Général de l'ASECNA ASECNA Délégation aux Activités Aéronautiques Nationales du Tchad Aéroport International Hassan Djamous de N'Djamena, BP 1310 N'DJAMENA – TCHAD Téléphone : +235 22 52 57 45 – Télécopie : +235 22 52 39 47 APPEL D'OFFRES N°</p> <p>Lot (indiquer le numéro et l'intitulé du lot)</p> <p>« À N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT »</p> <p>La date et heure limites de remise des offres sont les suivantes :</p> |

| | |
|----------------|--|
| | <p>Date : 02 juin 2025</p> <p>Heure : <u>09 heures, heure locale, GMT+1</u></p> |
| IS 27.1 | <p>L'ouverture des plis aura lieu à l'adresse, à la date et à l'heure suivantes :</p> <p>Salle de Réunion de la Délégation de l'ASECNA aux Activités Aéronautiques Nationales du Tchad</p> <p>Aéroport International Hassan Djamous de N'Djamena,</p> <p>N'DJAMENA – TCHAD</p> <p>Date : 02 juin 2025</p> <p>Heure : <u>10 heures, heure locale, GMT+1</u></p> <p>Il est demandé à chacun des représentants des soumissionnaires qui désirent assister à cette séance publique d'ouverture des plis de se munir d'un mandat dûment signé de l'autorité signataire du Formulaire d'offre ou de la lettre de soumission. Le modèle de mandat est annexé au présent DAO.</p> |

E. Évaluation et comparaison des offres

| | |
|--------------------|--|
| IS 34.1 | <p>La monnaie utilisée pour convertir en une seule monnaie tous les prix des offres exprimées en diverses monnaies aux fins d'évaluation et de comparaison de ces offres est : Francs CFA (XAF)</p> <p>La source du taux de change à employer est: la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) – (cours Vendeur pour les transferts).</p> <p>Et la date de référence est: <u>vingt-huit (28) jours avant la date limite de dépôt des offres.</u></p> |
| IS 35.1 | <p>Une marge de préférence : Non applicable.</p> |
| IS 36.2 | <p>L'évaluation sera conduite par lot.</p> <p>Les offres seront évaluées par lot. Si un bordereau des prix inclut un article sans en fournir le prix, le prix sera considéré comme inclus dans les prix des autres articles. Un article non mentionné dans le Bordereau des Prix sera considéré comme ne faisant pas partie de l'offre et, en admettant que celle-ci soit conforme pour l'essentiel, le prix le plus élevé offert pour l'article en question par les soumissionnaires dont les offres sont conformes sera ajouté au prix de l'offre, et le prix total ainsi évalué de l'offre sera utilisé aux fins de comparaison des offres.</p> |
| IS 36.3 (d) | <p>Les ajustements seront calculés en utilisant les critères d'évaluation choisis parmi ceux indiqués à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification</p> |

F. Attribution du Marché

| | |
|----------------|--|
| IS 41.1 | Les quantités peuvent être augmentées d'un pourcentage de : Néant Les quantités peuvent être réduites d'un pourcentage de : Néant |
| IS 44.1 | Garantie de bonne exécution Le montant de la garantie de bonne exécution est fixé à cinq pour cent (5%) du montant de chaque commande et devra être constitué dans les trente (30) jours à compter de la date de réception de la notification. Elle sera constituée sous la forme d'une garantie à première demande émise par un établissement bancaire agréé dans un pays membre de l'ASECNA ou par un établissement bancaire établi dans un autre pays et représenté par une institution financière située dans un pays membre de l'ASECNA. |

Section III : Critères d'évaluation et de qualification

La présente section contient tous les facteurs, méthodes et critères que l'Autorité Contractante utilisera pour évaluer les offres et s'assurer qu'un soumissionnaire possède les qualifications requises. Aucun autre facteur, méthode ou critère ne sera utilisé

Table des matières

| | | |
|-----------|---|------------------------------------|
| 1. | Recevabilité des offres – Examen préliminaire des offres | 37 |
| 2. | Evaluation des aspects techniques | 37 |
| 3. | Evaluation des aspects économiques | Erreur ! Signet non défini. |
| 4. | Variantes techniques | 37 |
| 5. | Evaluation de marchés multiples | 37 |
| 6. | Aspects financiers | 37 |
| 7. | Vérification des qualifications | 38 |
| 7.1 | Capacité financière | Erreur ! Signet non défini. |
| 7.2 | Capacité professionnelle (expérience) | 38 |
| 7.3 | Capacité technique | 38 |

1. Recevabilité des offres – Examen préliminaire des offres

L'ASECNA examinera les offres pour s'assurer que tous les documents constitutifs de l'offre ont bien été fournis et sont tous complets.

2. Evaluation des aspects techniques

Ces aspects seront évalués de manière purement positive ou négative en fonction du niveau minimum acceptable indiqué pour chaque exigence technique.

L'ASECNA examinera en détail les aspects techniques des offres recevables, afin de s'assurer si les caractéristiques techniques sont en conformité avec le DAO. Une offre qui ne satisfait pas aux normes minimales acceptables de complétude, cohérence et de détail, et aux exigences minimales (ou maximales, selon le cas) concernant des garanties opérationnelles spécifiées, sera rejetée pour cause de non-conformité.

Ces facteurs devront être évalués de manière acceptable/pas acceptable, et un niveau minimum acceptable indiqué pour chaque critère pris en compte.

3. Variantes techniques

Si une ou des variantes techniques sont permises au titre de la clause 13.4 des IS, elles seront évaluées comme les solutions de base.

4. Evaluation de marchés multiples

Si la clause 36.5 des IS permet à l'Autorité Contractante d'attribuer un ou plusieurs lots à plus d'un soumissionnaire, la méthode ci-après sera utilisée pour l'attribution de marchés multiples.

Afin de déterminer la combinaison d'offres la moins disante, l'Autorité Contractante devra prendre en compte :

- i. l'offre la moins disante pour chaque lot ;
- ii. les rabais proposés pour chaque lot par les soumissionnaires dans leurs offres; et
- iii. la séquence d'attribution de marchés qui assure la combinaison optimale sur le plan économique, en tenant compte de contraintes éventuelles résultant des limites de capacités des soumissionnaires en application du paragraphe 7, Qualification ci-après.

5. Aspects financiers

L'ASECNA déterminera l'offre la moins-disante en prenant en compte les éléments ci-après :

- 1) le prix de l'offre, indiqué suivant les dispositions de la clause 15 des IS ;
- 2) les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de la clause 32.2 des IS ;

- 3) les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de la clause 15.4 des IS.

6. Vérification des qualifications

Après avoir déterminé l'offre la moins-disante suivant les dispositions de la clause 37.1 des IS, l'Autorité Contractante vérifiera que le Soumissionnaire est qualifié suivant les dispositions de la clause 38 des IS, en utilisant exclusivement les facteurs, méthodes et critères spécifiés ci-après. Aucun facteur non défini dans cette section ne pourra être utilisé pour l'évaluation de la qualification du Soumissionnaire.

Pour être qualifié, un soumissionnaire doit remplir les conditions suivantes :

- a) ne pas avoir été disqualifié pour les critères d'éligibilité, d'inexistence d'antécédents de non-exécution de marché, d'incohérence majeure dans l'offre, de fourniture de l'autorisation du fabricant si elle est requise et de non-conformité de l'offre;
- b) avoir répondu au seuil minimum pour les critères suivants :

7.1 Capacité professionnelle (expérience)

Le Soumissionnaire doit prouver, documentation à l'appui, qu'il satisfait aux exigences d'expérience ci-après :

- i. avoir une expérience générale d'**au moins cinq (05) ans dans la fourniture ou la commercialisation de fournitures et services connexes** ;
- ii. avoir réalisé (ou que le Fabricant dont il commercialise les produits a réalisé) **au moins deux (2) marchés similaires aux fournitures proposées au cours des cinq (05) dernières années (2020, 2021, 2022, 2023 et 2024)** avec une valeur minimum pour chaque marché d'un montant équivalent à l'offre du soumissionnaire, qui ont été exécutés de manière satisfaisante et terminés. La similitude portera sur la taille physique, la complexité, les méthodes/technologies ou autres caractéristiques telles que décrites dans les spécifications techniques.

7.2 Capacité technique

Le Soumissionnaire qui n'est pas le fabricant des fournitures indiquées dans son offre, est tenu, de joindre à son offre une attestation du fabricant des fournitures établissant qu'il est dûment habilité à fournir les fournitures indiquées dans son offre.

Section IV : Formulaires de soumission

Liste des Formulaires

| | |
|---|------------------------------------|
| Formulaire n°1, Formulaire de l'offre | 40 |
| Formulaire n°2, Formulaire de renseignements sur le Soumissionnaire..... | 42 |
| Formulaire n°3, Bordereau de prix | 43 |
| Formulaire n°4, Modèle de garantie de soumission (garantie bancaire) Erreur ! Signet non défini. | |
| Formulaire n°5, Modèle d'autorisation du fabricant | Erreur ! Signet non défini. |
| Formulaire n°6, Modèle d'engagement « environnemental et social » | 46 |

Formulaire n°1, Formulaire de l'offre¹

Le Soumissionnaire doit présenter l'Offre en utilisant le papier à en-tête indiquant son nom complet et son adresse. Il est tenu d'indiquer le numéro et l'intitulé du lot pour lequel il soumissionne.

Date : _

Avis d'appel d'offres No. : __

No. du lot : __

Intitulé du lot : _____

À :

Monsieur le Délégué du Directeur Général de l'ASECNA

ASECNA

DELEGATION AUX ACTIVITES AERONAUTIQUES NATIONALES DU TCHAD

Aéroport International Hassan Djamous de N'Djamena,

BP 1310 N'DJAMENA – TCHAD

**Téléphone : +235 22 52 57 45 Email : younousmiabd@asecna.org
younous.abdelaziz@gmail.com**

Nous, les soussignés attestons que :

- a) Nous avons examiné le Dossier d'appel d'offres, y compris l'additif/ les additifs No. : _____ ; et n'avons aucune réserve à leur égard ;
- b) Nous nous engageons à exécuter et achever, conformément au Dossier d'appel d'offres, les travaux pour la somme ferme et non révisable, hors rabais offerts à l'alinéa (d) ci-après, hors taxes et hors douanes de : *[Prix total de l'offre en lettres et en chiffres]*_____.
- c) Nous nous engageons, si notre offre est acceptée, à commencer et terminer la complète et parfaite exécution des livraisons des fournitures et la réalisation des services connexes tels qu'ils sont définis dans le Marché, dans un délai de : *[Insérer le délai en toutes lettres et chiffres]*_____, à compter de la date de réception de la notification (de l'approbation du Marché / ou de l'ordre de service de commencer l'exécution) (*supprimer la mention inutile*);
- d) Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants : _____;
- e) Notre offre demeurera valide pendant une période de _____ jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres dans le Dossier d'appel d'offres ; cette offre continuera de nous engager et peut être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période ;
- f) Si notre offre est acceptée, nous nous engageons à obtenir une garantie de bonne exécution du marché qui fait l'objet de la présente offre, conformément au Dossier d'appel d'offres;
- g) Nous attestons avoir pris connaissance des Cahiers des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et Générales (CCAG) et les acceptons sans réserves ni condition ;

¹ Indiquer le numéro et l'intitulé du lot

- h) Nous, y compris tous sous-traitants ou fournisseurs intervenant en rapport avec une quelconque partie du marché qui fait l'objet de la présente offre, ne nous trouvons pas dans une situation de conflit d'intérêt définie à la clause 4.1(a) des Instructions aux soumissionnaires;
- i) Nous, y compris tous les sous-traitants ou les fournisseurs pour l'une quelconque des parties du marché qui fait l'objet de la présente offre, n'avons pas été exclus par l'ASECNA, et/ou nous ne faisons pas l'objet de sanction de la part de l'Union Africaine, l'Union Européenne ou les Nations-Unies par le moyen de liste d'exclusion établies par ces institutions, conformément aux dispositions de la clause 4.2 des Instructions aux soumissionnaires;
- j) Nous ne participons pas, en qualité de soumissionnaires ou sous-traitant, à plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres conformément à la clause 4.4 des Instructions aux soumissionnaires, autre que des offres « variantes » présentées conformément à la clause 13 des Instructions aux soumissionnaires;
- k) Nous, y compris tous sous-traitants ou fournisseurs pour l'une quelconque des parties du marché, remplissons toutes les conditions d'admissibilité aux marchés de l'ASECNA et avons la nationalité de pays éligibles en conformité avec la clause 4.5 des Instructions aux soumissionnaires.
- l) Nous ne sommes pas une entreprise publique ou nous satisfaisons aux spécifications de la clause 4.7 des Instructions aux soumissionnaires;
- m) Nous, y compris tous les sous-traitants ou les fournisseurs pour l'une quelconque des parties du marché qui fait l'objet de la présente offre, nous nous engageons à fournir toute pièce que l'ASECNA serait amené à demander dans le cadre de ses vérifications, conformément aux dispositions de la clause 4.8 des Instructions aux soumissionnaires;
- n) Nous, y compris tous les sous-traitants ou les fournisseurs pour l'une quelconque des parties du marché qui fait l'objet de la présente offre, attestons avoir pris connaissance des Cahiers des Clauses Administratives Générales et Particulières ainsi que des Cahiers des Clauses Techniques Générales et Particulières et acceptons à nous y conformer sans aucune réserve;
- o) Il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de ladite offre figurant dans la notification d'attribution du Marché, que vous nous adresserez tiendra lieu de contrat entre nous, jusqu'à ce qu'un marché officiel soit établi et signé;
- p) Il est entendu par nous que vous n'êtes pas tenus d'accepter l'offre de moindre coût, ni l'une quelconque des offres que vous pouvez recevoir.

Nom _____ En tant que _____

Signature _____

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de _____

En date du _____ jour de _____

Formulaire n°2, Formulaire de renseignements sur le Soumissionnaire

Le Soumissionnaire doit présenter l'Offre en utilisant le papier à en-tête indiquant son nom complet et son adresse. Il est tenu d'indiquer le numéro et l'intitulé du lot pour lequel il soumissionne.

Date : _

Avis d'appel d'offres No. : __

No. du lot : __

Intitulé du lot : _____

| |
|---|
| 1. Nom du Soumissionnaire |
| 2. En cas de groupement, noms de tous les membres |
| 3. Pays où le Soumissionnaire est (ou sera) légalement enregistré (inscrit au Registre du Commerce): |
| 4. Année d'enregistrement du Soumissionnaire: |
| 5. Adresse officielle du Soumissionnaire dans le pays d'enregistrement: |
| 6. Renseignement sur le représentant dûment habilité du Soumissionnaire : Nom: Adresse: Téléphone/Fac-similé: Adresse électronique: |
| 7. Ci-joint copies des originaux des documents ci-après: <ul style="list-style-type: none"> Document d'enregistrement, d'inscription ou de constitution de la société nommée en 1 ci-dessus, en conformité avec les clauses 4.2 et 4.3 des IS En cas de groupement, lettre d'intention de constituer un groupement, ou accord de groupement, en conformité avec la clause 4.6 des IS. Dans le cas d'une entreprise publique, documents établissant qu'elle est juridiquement et financièrement autonome, et administrée selon les règles du droit commercial, en conformité avec la clause 4.7 des IS. |

NB : En cas de groupement, tous les membres du groupement doivent fournir les renseignements ci avant.



Formulaire n°3, Bordereau de prix²

Date : _____

AO No. : _____

No. du lot : _____

Intitulé du lot : _____

Variante No. : _____

Désignation complète de la fourniture. : _

Nom du soumissionnaire: [Dénomination exacte du soumissionnaire]

Tous les prix sont en F CFA (HT – HD)³

| N° | Désignations | Unité | Quantité | Prix Unitaire | Prix Total |
|---|---|-------|----------|---------------|------------|
| Lot 1. Éclairage | | | | | |
| 1.0 | Études et installation | ff | | | |
| 1.1 | Candélabre à un feu (panneau solaire, batterie, régulateurs, mât) y compris toutes suggestions | u | 18 | | 0 |
| 1.2 | Candélabre à double feux (panneau solaire, batterie, régulateurs, mât) y compris toutes suggestions | u | 9 | | 0 |
| | TOTAL Lot 1 | | | | 0 |
| Lot 2. Panneaux publicitaires | | | | | |
| 2.1 | Fourniture et installation des Panneaux publicitaires à écran LED y compris toutes suggestions | u | 2 | | 0 |
| 2.3 | Fourniture et installation des Panneaux publicitaires lumineux y compris toutes suggestions | u | 10 | | 0 |
| | TOTAL Lot 2 | | | | 0 |
| Lot 3. Barrières automatiques | | | | | |
| 4.1 | Fourniture et installation de Barrières automatiques y compris toutes suggestions | u | 2 | | 0 |
| | TOTAL Lot 3 | | | | 0 |
| Lot 4. Système de vidéo surveillance | | | | | |
| 5.1 | Fourniture et installation de l'ensemble des Caméras | ens | 1 | | 0 |
| 5.2 | PC d'exploitation | u | 1 | | |
| 5.3 | Écrans supervision | u | 4 | | |
| 5.4 | Serveur et logiciel applicatif | u | 1 | | |
| 5.5 | Accessoires caméras et système | ens | 1 | | |
| 5.6 | Câblage | ens | 1 | | |

² Indiquer le numéro et l'intitulé du lot³ HT – HD = Hors Taxes et Hors Douane

| | | | | | |
|-----|--|-----|---|--|----------|
| 5.7 | Installation, Essais, réglages, mise en service y compris toutes sujétions | ens | 1 | | |
| | TOTAL Lot 4 | | | | 0 |

| | |
|--------------|----------|
| TOTAL | 0 |
|--------------|----------|

Signature du Soumissionnaire _____

N.B. :

- 1) Le soumissionnaire est tenu de présenter son bordereau des prix (n°3 des pièces constitutives de l'offre), par lot, en respectant scrupuleusement le modèle ci-dessus ;
- 2) Pour chaque lot, tous les sites du lot doivent figurer et être cotés dans le bordereau des prix.

Date :
AO No. :
No. du lot :
Intitulé du lot :
Variante No. :

**A : Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
(ASECNA)**

ATTENDU QUE :

[Nom du Fabricant] sommes fabricant réputé de *[nom et/ou description des fournitures]* ayant
nos usines *[adresse de l'usine]*

Nous autorisons par la présente *[nom et adresse du Soumissionnaire]* à présenter une offre, et
à éventuellement signer un marché avec vous pour l'Appel d'Offres N°*[référence à l'Appel
d'Offres]* pour ces fournitures fabriquées par nous.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants pour les fournitures offertes
par *[nom du Soumissionnaire]* pour cet Appel d'Offres.

[Signature pour et au nom du Fabricant]

Note : La présente lettre doit être présentée sur entête de lettre du Fabricant et signée par une
personne dûment habilitée pour engager légalement le Fabricant. Elle doit être incluse dans
l'offre du Soumissionnaire, si cela est demandé dans les **DPAO**.

Formulaire n°4, Modèle d'engagement « environnemental et social »

Le Soumissionnaire doit présenter l'Offre en utilisant le papier à en-tête indiquant son nom complet et son adresse. Il est tenu d'indiquer le numéro et l'intitulé du lot pour lequel il soumissionne.

Date : _

Avis d'appel d'offres No. : _

No. Du lot : _

Intitulé du lot : _____

J'ai pris bonne note de l'importance que revêt le respect des normes environnementales et sociales.

Je soussigné [.....] en ma qualité de représentant dûment habilité de la société [.....] ;

Dans le cadre de la remise d'une offre pour la fourniture de [...] conformément au dossier d'appel d'offre N° [...], m'engage à respecter et à faire respecter par l'ensemble de mes sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale en matière de protection de l'environnement et de droit du travail dont les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales en matière d'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans les pays membres de l'ASECNA.

En outre, je m'engage également à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnemental et social ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fourni par l'ASECNA.

Fait à [...] le [...]

Signature

PARTIE II : EXIGENCES RELATIVES AUX FOURNITURES

CAHIER DE CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

1 Préambule

Le présent cahier de clauses techniques particulières s'applique aux fournitures et installations d'éclairages solaires, de barrières automatiques et de panneaux publicitaires lumineux dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'éclairage du parking de l'aéroport international Hassan Djamous de Ndjamena.

Il a pour but de présenter la catégorie d'équipements qui seront installés au parking nouvellement construit. Les équipements sont repartis en 03 Lots suivants :

- Lot 1 : Installation électrique et éclairage ;
- Lot 2 : Panneaux publicitaires ;
- Lot 3 : Barrière levante automatique et système de gestion ;
- Lot 4 : Système de vidéosurveillance.

Il est expressément stipulé que les descriptions et indications contenus dans le présent CCTP n'ont pas de caractère limitatif et les fournisseurs doivent prévoir tous les équipements et prestations connexes nécessaires au parfait achèvement des travaux. En conséquence, les fournisseurs ne pourront en aucun cas se prévaloir des erreurs ou omissions au plan ou au CCTP pour se dispenser d'exécuter intégralement toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution du présent marché.

Le fournisseur doit prévoir la réalisation des études complémentaires nécessaires notamment l'établissement des notes de calcul, des plans d'exécution, etc.

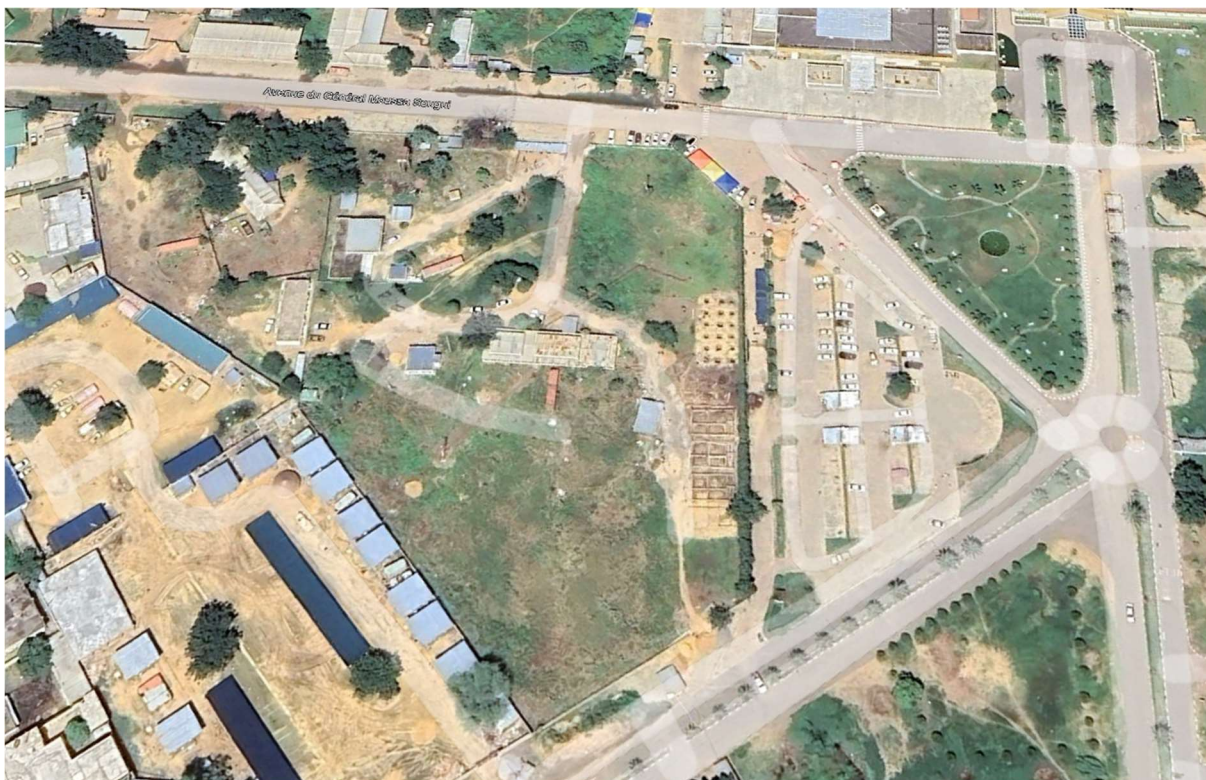
2 Présentation générale

Le projet d'extension et de réaménagement du parking auto de l'aéroport international Hassane Djamous de Ndjamena a pour objectif d'augmenter la capacité d'accueil en termes de poste de stationnement et d'offrir un cadre sécurisé et moderne aux usagers dudit aéroport.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières concerne le volet équipements et consiste à la fourniture, l'installation, essais et mise en service des équipements reparti en 04 lots qui sont les suivants :

- Lot 1 : Éclairage ;
- Lot 2 : Panneaux publicitaires ;
- Lot 3 : Barrière levante automatique et système de gestion ;
- Lot 4 : Système de vidéosurveillance.

Ci-dessous, le site des travaux.



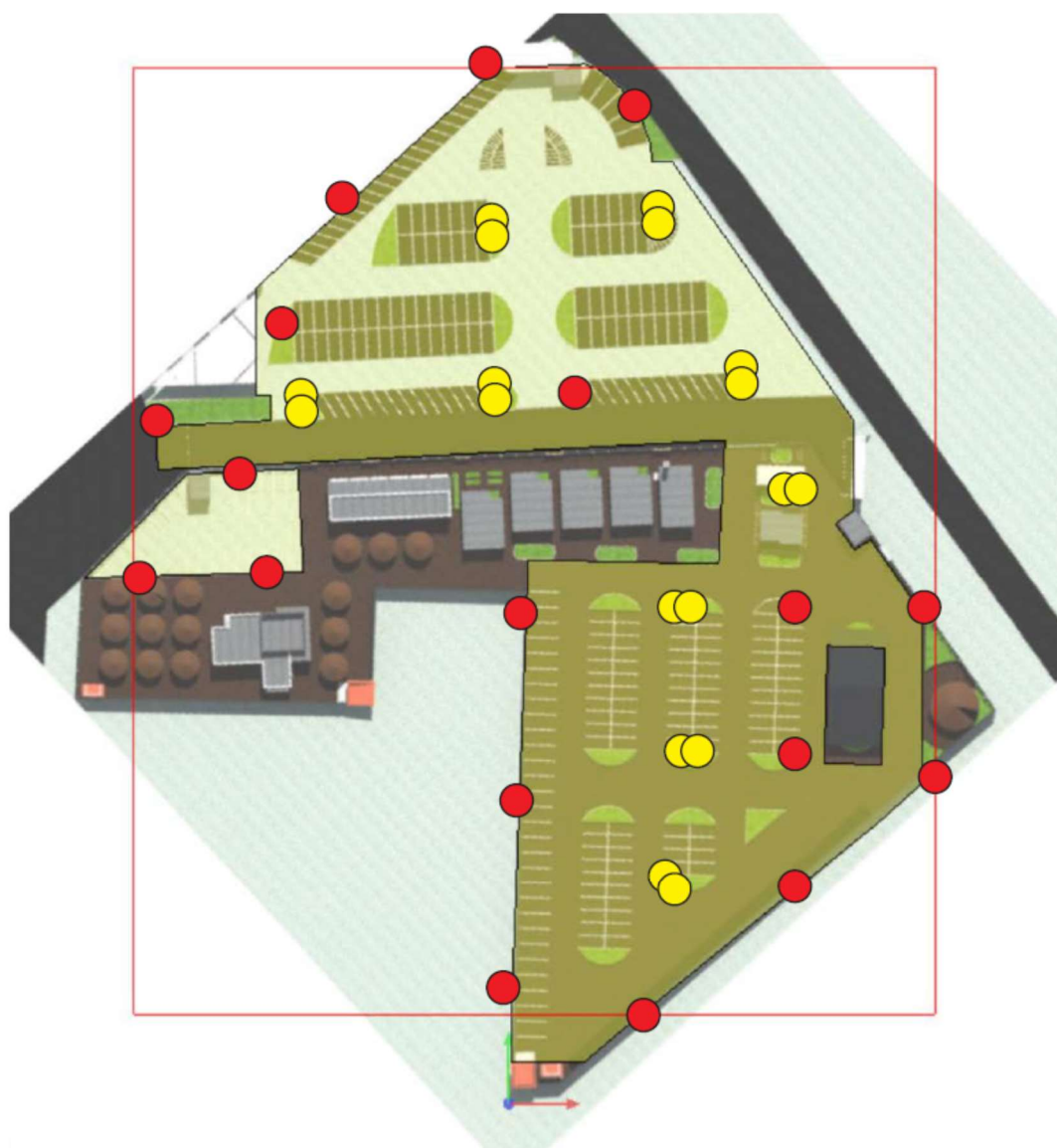
3 Lot 1 : Éclairage

Ce lot consiste en la fourniture et installation d'un système d'éclairage solaire composé de candélabres à feux sur mâts isolés de 8 mètres de hauteur.

Le dispositif sera constitué de : dix-huit (18) candélabres à un feu et neuf (09) de double feu.

Ci-dessous, à titre indicatif, le plan général d'implantation des points d'éclairage.

Chaque point d'éclairage sera constitué d'un mât, des luminaires, de module photovoltaïque, de batterie intégrée et d'un système de commande.



3.1 Les panneaux solaires

3.1.1 Prescriptions générales

Les panneaux solaires photovoltaïques sont destinés à fonctionner par tous les temps, ils doivent supporter les contraintes relatives aux charges électriques, mécaniques et au vieillissement sous les conditions standards d'ensoleillement.

La mesure de la charge que peut supporter le centre de module est tel qu'il peut résister à la chute d'une bille d'acier (de diamètre 38mm et de 227 g de masse) d'un mètre de hauteur au centre du panneau. La robustesse des connexions de la boîte de jonction et la mesure de la résistance mécanique des fils de connexion sont évaluées par torsion des bornes de connexion de la boîte de jonction.

Les panneaux solaires utilisés seront de type silicium cristallin, haut rendement et auto-nettoyant dont la durée de vie est supérieure à 25 ans à 80% de la puissance initiale.

Leur inclinaison d'installation est bien évidemment déterminée en fonction de la latitude de l'emplacement dudit candélabre, et ils seront orientés plein sud (exposition maximale).

La tension de service est de 12V.

3.1.2 Étiquetages

Les panneaux solaires fournis devront porter une étiquette visible et indélébile, indiquant les informations suivantes :

- Le nom du constructeur ;
- Le type ;
- Le numéro de série ;
- L'année de fabrication ;
- Les dimensions du panneau ;
- Le poids ;
- Le lieu de fabrique ;
- Caractéristiques.

NB : Cet étiquetage est d'autant valable pour tout équipement décrit dans ce présent CCTP.

3.1.3 Fixation

Le montage des panneaux de modules solaires photovoltaïques fait appel à des systèmes de fixation. Ces systèmes devront être parfaitement fiables dans le temps.

La garantie des modules solaires photovoltaïques doit être comprise entre 20 et 30 ans. Vues les activités de contrôle et d'entretien prévues, il est donc absolument nécessaire que tous les accessoires de fixation et raccordement soient capables de supporter des durées de vie similaires.

Les organes de fixation peuvent faire partie du support. Ils peuvent être fixés ou articulés.

Ce dispositif doit permettre la mise en place du panneau et son maintien dans la position préconisée. S'il s'agit de dispositif articulé, le blocage de l'articulation doit être permanent et permettre l'orientation du panneau dans la position préconisée.

Les dimensions du support (longueur et largeur) seront adaptées à ceux des panneaux.

Le réglage de positionnement du panneau étant effectué dans les conditions optimales d'ensoleillement, il doit rester fixe, durable et le dispositif, rigide.

3.1.4 Visserie

Les vis doivent résister à la corrosion et permettre un serrage et un desserrage efficace. Il en est de même pour les écrous.

Les vis susceptibles d'être démontées pour des opérations d'entretien sont imperdables.

Les vis doivent supporter, sans détérioration ni déformation préjudiciable à l'emploi des appareils, les efforts mécaniques et les vibrations qui se produisent en usage normal.

3.2 Les Batteries

3.2.1 Prescriptions générales

Les batteries emmagasinent l'énergie générée par les panneaux photovoltaïques en prévision des périodes où il n'y a pas de soleil.

Elles seront de la technologie du Lithium Fer Phosphate (LiFePO₄). Ces batteries seront conçues pour restituer un courant stable pendant de longues périodes en conservant leurs aptitudes à la recharge, et ceci à un grand nombre de reprises (cycles) soit plus de 4000 cycles DOD à 40 % et à 35 °C.

Elles seront placées derrière le panneau solaire dans un caisson en fonderie d'aluminium.

3.2.2 Caractéristiques

Les batteries auront les caractéristiques minimales suivantes :

CARACTÉRISTIQUES ÉLECTRIQUES

- Capacité énergétique totale 0,2 à 1,6 KWh
- Durée de vie : > 4 000 cycles @ 1C 40 % DOD @ 35 °C, soit plus de 10 ans
- Auto décharge mensuelle : < 3 % @ 25 °C
- Rendement en charge : 100 % @ 0,5 C
- Rendement en décharge : 98 % @ 1C
- Taux d'utilisation : 90 %
- Température de fonctionnement -20 °C à +65 °C
- Technologie batterie : Endurance + Technologie au Lithium Fer Phosphate (LiFePO₄)
- Part utilisable de la capacité énergétique totale : 90 %
- Rendement batterie 95 %
- Capacité énergétique totale 1480 Wh pour candélabre à un seul luminaire et 2960 Wh pour celui à 2 luminaires ;
- Energie totale disponible 1332 Wh pour candélabre à un seul luminaire et 2664 Wh pour celui à 2 luminaires ;
- Consommation journalière (au point le plus défavorable de l'année) : 584 Wh pour candélabre à un seul luminaire et 1168 Wh pour celui à 2 luminaires ;
- Taux de décharge moyen de la batterie sur l'année : 39.45 %
- Autonomie moyenne de la batterie : 2.28 nuits
- Delta entre production et consommation d'énergie : 183 %

CARACTÉRISTIQUES MÉCANIQUES

- Matière de l'enveloppe : Aluminium injecté
- Indice IP : IP 66
- Câblage : Précâblé avec connecteur rapide et étanche.

3.3 Les Régulateurs

Les régulateurs auront les caractéristiques suivantes :

CARACTÉRISTIQUES ÉLECTRIQUES

- Puissance max : 70 W LED
- Tension d'entrée : 7-40 V_{mpp}
- Courant de charge : 12 A
- Consommation propre : 8mA
- Tension de sortie : 100 V DC max
- Courant de sortie : 0 à 2000 mA
- Rendement : 95 %

CARACTÉRISTIQUES MÉCANIQUES

- Enveloppe : Aluminium injecté
- Câblage : Intégré dans le caisson de la batterie
-

AUTRES

- Température de fonctionnement : -20 °C +80 °C
- Durée de vie : > 30 ANS

FONCTIONS

- Programme d'éclairage sur mesure avec possibilité de veille et/ou coupure.
- Détection automatique jour/nuit (avec temporisations réglables).
- Mémorisation des évènements (Feedback).
- Compteur de temps de fonctionnement.
- Calcul de l'état de charge batterie (SoC).
- Système anti blackout (ajustement du niveau d'éclairage en cas d'état de charge faible pour prolonger le fonctionnement)

Protections :

- Décharge profonde
- Surcharge
- Température
- Court-circuit
- Inversions de polarité panneau solaire et batterie

3.4 Les Luminaires LED

3.4.1 Prescriptions générales

Les Luminaires, les panneaux solaires et les autres accessoires d'alimentation électrique devront être inter-compatibles.

3.4.2 Caractéristiques

- Hauteur de feu : 8 mètres ;
- Optique utilisée : ASY11 ;
- Puissance consommée : 46.5W et le double dans le cas des candélabres à double feu ;
- Flux lumineux sortant : 7234 lumens et multiplier par 2 dans le cas des candélabres à double feu ;
- Efficacité lumineuse : 155.5 lm/W ;
- Température de couleur : 4 000 K ;
- Indice de protection : IP 66 ;
- Énergie de choc : IK 08 ;
- Matériaux : Fonderie d'aluminium injecté ;
- Protection : verre trempé ;
- Durée de vie : 100 000 h à 80 % du flux initial.

3.5 Gestion d'éclairage

- Fonctions et gestion de l'éclairage : Détection crépusculaire. Coupure et/ou réduction de flux programmables durant la nuit. Détection de présence (en option). Mémorisation des événements. Compteur de temps de fonctionnement. Calcul de l'état de charge ;
- Protection : Décharge profonde, Surcharge, Température, Court-circuit
- Durée de vie : > 20 ans

3.6 Plan d'emplacement des luminaires

Le plan d'aménagement prévoit au minimum 18 candélabres à un feu et 9 à deux feux, soit 36 luminaires, dont l'implantation est détaillée dans la figure ci-dessous.



3.7 Les Mâts et Consols

Les mâts seront en acier galvanisé thermolaqué, de forme cylindro-conique. Ils sont dimensionnés pour être installés dans une zone qui n'est pas exposée à des conditions particulières (couloir de vent, altitude, sollicitations anormales...) ayant une durée de vie de plus de 30 ans.

Pour les calculs de résistance et de flexion du mât, prendre en compte les phénomènes météorologiques (vents) pouvant altérer les conditions d'utilisation dudit ensemble (mât + crosses + luminaires). Le mât sera capable de supporter l'ensemble des équipements (panneau solaire, appareillage, 2 luminaires LED au minimum).

Le mât est fixé au sol à l'aide d'une plaque d'appui métallique placée à l'extrémité inférieure de celui-ci et percée de trous destinés à recevoir les tiges de scellement.

3.8 Socles candélabres

Les massifs ou socles candélabres à utiliser seront enterrés, destinés à maintenir et assurer la stabilité de candélabres d'éclairage.

Ces massifs, pouvant être manutentionnés en toute sécurité (par anneaux ou ancrages de levage par exemple), permettront la mise en œuvre et le support des candélabres jusqu'à 9 m de hauteur.

Les massifs de candélabres auront des dimensions de l'ordre de :

Dimensions de la base du massif : $B = 65 \text{ mm}$; Hauteur : $h = 65 \text{ mm}$ (le dimensionnement des massifs de candélabres porte sur deux vérifications à savoir la stabilité du massif lui-même (vis-à-vis du renversement) et l'adhérence des tiges d'ancrage).

Ces massifs sont munis de 4 tiges d'ancrage dont les entraxes permettent de s'accommoder aux plaques d'appui des candélabres du marché.

Les dimensions de la fouille doivent être appropriées aux dimensions extérieures des massifs pour permettre l'utilisation des moyens de compactage dans de bonnes conditions. Une surface de fouille équivalente à la surface au sol du massif augmentée de 40 cm de chaque côté est généralement considérée comme suffisante pour garantir un bon compactage du remblai. La fouille réalisée doit permettre de remblayer sur les 4 côtés du massif du candélabre. Un lit de sable d'épaisseur minimale de 10 cm doit être réalisé sur l'ensemble de la surface de la fouille exécutée pour le massif afin d'en assurer la mise à niveau. Il doit être exempt de point dur. L'exécution des remblais de part et d'autre du massif de candélabre doit être effectuée au moyen de matériaux agréés. Le compactage de ces remblais est effectué symétriquement et par couches successives d'épaisseur maximale 30 cm environ au moyen d'engins de compactage appropriés (pilonneuse, plaque vibrante...).

La profondeur du fond de fouille est réglée de façon à ce que le niveau fini du massif corresponde aux exigences du projet.

Les notes de calculs et les différents essais seront à la charge du fournisseur.

4 Lot 2 : Panneaux publicitaires

Ce lot sera composé des panneaux publicitaires à écran LED et des panneaux publicitaires lumineux.

4.1 Panneaux publicitaires à écran LED

Les panneaux publicitaires lumineux sont de type à écran LED, mono fixation sur platine et commandées à distance dont les caractéristiques sont les suivantes :

4.1.1 Écrans LED

- Taille physique : 3,5 m x 3 m ;
- Surface d'affichage : 10,5 m² ;
- Type de LED : SMD (Surface-Mounted Device) ;
- Pixel Pitch : P8 ;
- Résolution : 1024 x 768 pixels ou plus ;
- Luminosité : 5 000 à 8 000 nits (cd/m² pour une bonne visibilité en plein soleil) ;
- Réglage automatique : Capteur de luminosité intégré pour ajuster la luminosité en fonction de l'environnement ;
- Consommation énergétique : Consommation moyenne : 300 à 600 W/m², consommation maximale : 700 à 1 000 W/m², alimentation : AC 240 V, 50/60 Hz ;
- Angle de vision : Horizontal : 120° à 160°, vertical : 120° à 160° doit offrir une bonne visibilité, même en angle ;
- Durée de vie : Environ 100 000 heures (plus de 10 ans à usage modéré) ;
- Maintenance facile grâce à des modules LED remplaçables ;

Les écrans fournis doivent porter une étiquette visible et indélébile, indiquant les informations suivantes :

- Le nom du constructeur ;
- Le type ;
- Le numéro de série ;
- L'année de fabrication ;
- Les dimensions ;
- Le poids ;
- Le lieu de fabrique ;
- Caractéristiques.

Les écrans doivent respecter la norme IP65, ils sont protégés contre toute agression extérieure bravant ainsi la pluie, la poussière et même les rayons UV.

4.1.2 Système de contrôle

- Logiciel de gestion : Compatible avec des plateformes comme NovaStar ou Colorlight.
- Options de connectivité :
 - Ethernet ;
 - Wi-Fi ;
 - 4G/5G (pour la gestion à distance).
- Formats supportés : Vidéo (MP4, AVI et autres), images (JPEG, PNG et autres), texte, animations, etc.

4.1.3 Condition de fonctionnement

- Température : -20 °C à +65 °C.
- Humidité : 10 % à 90 % sans condensation.

4.1.4 Fixations

Les mâts de fixation seront en acier galvanisé thermolaqué, de forme cylindro-conique. Ils sont dimensionnés pour être installés dans une zone qui n'est pas exposée à des conditions particulières (couloir de vent, altitude, sollicitations anormales...) ayant une durée de vie de plus de 30 ans.

Pour les calculs de résistance et de flexion du mât, prendre en compte les phénomènes météorologiques (vents) pouvant altérer les conditions d'utilisation dudit ensemble. Le mât sera capable de supporter tout l'équipement.

Les vis doivent résister à la corrosion et permettre un serrage et un desserrage efficace. Il en est de même pour les écrous. Les vis susceptibles d'être démontées pour des opérations d'entretien seront imperdables.

Le mât sera fixé au sol à l'aide d'une platine d'appui métallique placée à l'extrémité inférieure de celui-ci et percée de trous destinés à recevoir les tiges de scellement.

Les vis doivent supporter, sans détérioration ni déformation préjudiciable à l'emploi des appareils, les efforts mécaniques et les vibrations qui se produisent en usage normal.

Les massifs ou socles du mât à utiliser seront enterrés, destinés à maintenir et assurer la stabilité de la potence.

Ces massifs, pouvant être manutentionnés en toute sécurité (anneaux ou ancrages de levage par exemple). Le dimensionnement des massifs portera sur deux vérifications à savoir la stabilité du massif lui-même (vis-à-vis du renversement) et l'adhérence des tiges d'ancrage).

Ces massifs seront munis de 4 tiges d'ancrage dont les entraxes permettent de s'accommoder aux platines.

Les dimensions de la fouille devront être appropriées aux dimensions extérieures des massifs pour permettre l'utilisation des moyens de compactage dans de bonnes conditions. Une surface de fouille équivalente à la surface au sol du massif augmentée de 40 cm de chaque côté est généralement considérée comme suffisante pour garantir un bon compactage du remblai. La fouille réalisée doit permettre de remblayer sur les 4 côtés du massif du candélabre. Un lit de sable d'épaisseur minimale de 10 cm doit être réalisé sur l'ensemble de la surface de la fouille exécutée pour le massif afin d'en assurer la mise à niveau. Il doit être exempt de point dur. L'exécution des remblais de part et d'autre du massif de candélabre doit être effectuée au moyen de matériaux agréés. Le compactage de ces remblais est effectué symétriquement et par couches successives d'épaisseur maximale 30 cm environ au moyen d'engins de compactage appropriés (pilonneuse, plaque vibrante...).

La profondeur du fond de fouille est réglée de façon à ce que le niveau fini du massif corresponde aux exigences du projet.

L'Entrepreneur devra établir ou faire établir tous les plans d'exécution, ainsi que toutes les notes de calcul et toutes les caractéristiques techniques nécessaires à l'exécution des travaux et soumis pour approbation avant toute commande ou toute fourniture et fournira un certificat « constructeur » conforme, garantissant les ensembles.

4.2 Panneaux publicitaires lumineux

Les panneaux publicitaires lumineux seront de type muraux (fixations murales) et son encadrement en caisson d'aluminium dont les caractéristiques techniques sont les suivantes pour assurer leur durabilité, visibilité et résistance aux intempéries :

4.2.1 Dimensions et structures

- Dimensions : 2 mètres de largeur et 1 mètre de hauteur.
- Matériaux de la structure : aluminium anodisé ou thermolaqué pour une résistance accrue à la corrosion, cadre robuste pour supporter les conditions extérieures ;
- Épaisseur du cadre : Variable (entre 50 mm et 120 mm).

4.2.2 Éclairage

- Technologie LED : LED basse consommation avec une luminosité élevée pour une bonne visibilité, même en plein jour, température de couleur : 5000K à 6500K (blanc froid), durée de vie des LED : environ 50 000 heures.
- Diffusion uniforme : Panneaux de diffusion en polycarbonate pour éviter les ombres et uniformiser l'éclairage ;
- Tension d'alimentation : 220V AC (courant alternatif) ;
- Étanchéité des LED : Norme d'étanchéité IP65 ou supérieure, adaptée à une exposition prolongée à la pluie et à la poussière.

4.2.3 Face et affichage

- Matériau de la face avant : polycarbonate traité anti-UV pour résister au jaunissement ;
- Impression publicitaire : impression haute définition pour des visuels attractifs et durables.

4.2.4 Résistance aux intempéries

- Étanchéité du cadre : certifiée IP65 ou IP67 pour protéger les composants électroniques et l'impression.
- Résistance au vent : conçu pour résister à des vents jusqu'à 100 km/h ;
- Protection anti-UV : préserve la qualité des impressions et des matériaux contre le soleil.

4.2.5 Montage et entretien

- Système de fixation : cadre mural avec ancrages renforcés pour une installation sécurisée ;
- Entretien facile : accès à la face avant pour le remplacement des visuels ou des composants LED ;
- Résistance aux chocs : verre de protection ou plexiglas anti-vandalisme

5 Lot 3 : Barrières levantes automatiques

5.1 Présentation générale

Plan type de barrière levante automatique demandée.

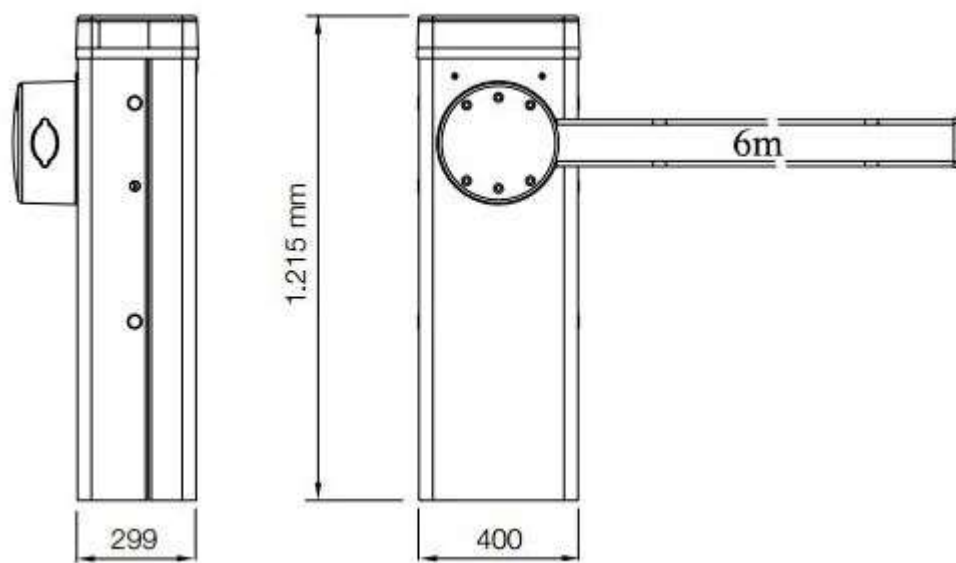


Illustration barrière automatique levante avec socle de fixation.



5.2 Caractéristiques techniques

Les barrières levantes seront de type automatique avec une lisse de barrière de 6m (largeur de passage) dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Longueur de la lisse de barrière : 6 mètres ;
- Bande lumineuse à LED sur lisse : pour une meilleure visibilité de nuit et le signalement de l'état d'ouverture (rouge : fermé, vert : ouvert), la lisse doit être équipée d'une bande lumineuse a LED ;
- Feu de signalisation de capot de barrière : l'éclairage LED intégré au capot sert à la signalisation visuelle du statut de la barrière (vert : ouverte, rouge : fermée) ;
- Lisse de barrière : ronde
- Lisse de barrière : articulée ;
- Support de lisse : le support de lisse en acier avec revêtement à base de poudre monté au sol doit empêcher tout dommage sur la barrière dû à un enfoncement de la lisse de barrière, il peut être ajusté en fonction de la hauteur du terrain ;
- Durée d'ouverture / de fermeture : moins de 7,8 secondes ;
- Intensité d'utilisation (cycles par jour) : 1000 ;
- Motorisation par courant continu avec limiteur d'effort : Le limiteur d'effort électronique arrête la lisse de barrière en cas d'obstacle, les véhicules et les personnes sont ainsi protégés ;
- Borne en acier inoxydable ;
- Socle de fixation : le boîtier et le support lisse seront fixés sur un socle en béton dont l'entrepreneur fournira les plans et les données techniques en fonction de la barrière retenue et soumis pour approbation avant toute commande éventuelle.

L'Entrepreneur devra établir ou faire établir tous les plans d'exécution, ainsi que toutes les notes de calcul et toutes les caractéristiques techniques nécessaires à l'exécution des travaux et soumis pour approbation avant toute commande ou toute fourniture et fournira un certificat « constructeur » conforme, garantissant les ensembles.

6 Lot 4 : Système de vidéosurveillance

Le système de vidéosurveillance sera basé sur la technologie IP. Le transport des images est lui aussi intégralement réalisé en IP depuis la caméra jusqu'au poste de visualisation. Il est donc possible de bénéficier de l'ensemble des techniques de transport IP pour véhiculer les images : réseau Ethernet, hubs, switch, routeurs, fibre optique, VPN, liaisons radios Wi-Fi, CPL, etc.

Le système de vidéo surveillance qui sera installé couvrira la totalité des zones du parking. L'ensemble des équipements nécessaires au bon fonctionnement du système devra être mis en place : caméras fixes, dômes motorisées, serveur vidéo, stockage, poste d'exploitation avec moniteur et pupitre pour gestion des dômes, réseau informatique dédié pour les flux vidéo...

Ce système a pour objectif la surveillance de l'ensemble des installations du parking ainsi que les abords des voies adjacentes.

La surveillance portera essentiellement sur les zones suivantes :

6.1 Surveillance extérieure du parking

- ✓ Surveillance de l'ensemble des entrées du parking, des caméras fixes devant être placées au-dessus de chaque entrée ;
- ✓ Surveillance du pourtour ;

6.2 Surveillance à l'intérieur du parking

- ✓ Surveillance de l'ensemble des sorties, des caméras fixes étant placées au-dessus de chaque sortie.
- ✓ Présence renforcée de caméras dans tout l'intérieur du parking, où l'on trouve une proportion importante d'utilisateurs.
- ✓ Des caméras fixes ainsi que des dômes motorisés y seront mis en place, ils permettront à l'opérateur de vidéosurveillance d'obtenir les niveaux de détails nécessaires pour l'identification des personnes. Les dômes motorisés offriront la possibilité des zooms pour plus de détails.

6.3 Présentation de la solution technique proposée

La solution de vidéosurveillance proposée devra être une solution qui intègre :

- Un serveur vidéo : il contient un serveur base de données et un serveur de caméras (implémentée sur la même machine), et sur lequel l'environnement logiciel est chargé. Il contient les éléments de configuration des caméras et des paramètres du site, et est sécurisé par une architecture RAID qui assure un haut niveau de disponibilité.

- Un poste client pour l'exploitation du système : il offre l'accès à l'environnement logiciel. C'est sur ce poste client que l'opérateur utilise le système. Sur ce poste est raccordé un pupitre de commande pour la gestion des dômes.
- Un ensemble d'écrans de supervision pour l'affichage des différentes caméras du site : Ces écrans sont alimentés par des PC. Quatre écrans 32 pouces seront nécessaires.
- Un système de stockage, sur lequel les enregistrements sont stockés.
- Un réseau Ethernet dédié pour la connexion vers les périphériques.
- Un ensemble de caméras fixes et mobiles raccordés sur ce réseau.

6.4 Serveur vidéo

Le serveur vidéo pourra :

- Demander et recevoir les images en direct provenant des caméras.
- Envoyer aux multidestinataires les images vidéo aux postes opérateurs.
- Recevoir les commandes de manœuvre des caméras depuis les postes opérateurs, puis les envoyer aux caméras.
- Mémoriser les images en direct vers le stockage.
- Transmettre les images mémorisées vers les postes opérateurs.
- Archiver les images mémorisées sur des supports amovibles et vers le SAN.

Il contient une base de données de toutes les caméras raccordées au réseau et leur configuration. Le serveur vidéo disposera d'un espace disque important pour le stockage des images en direct et l'accès aux mécanismes d'archivage de grande capacité, pour l'extraction des images enregistrées sur des supports autonomes.

Base de données des caméras :

Le logiciel HDVM prendra en charge une base de données des caméras contenant les informations suivantes :

- Configuration des caméras
- Évènements
- Spécificité des dérouleurs
- Détails des utilisateurs

6.5 Postes Opérateurs

Les tâches suivantes du système sont effectuées à partir du poste opérateur :

- Visualisation en direct des images
- Réglage de la position des caméras motorisées
- Affichage automatique des images lors de détection d'alarme

- Recherche dans les vidéos enregistrées
- Enregistrement d'un incident par un opérateur
- Ajout d'une nouvelle caméra au système
- Modification des réglages vidéo d'une caméra
- Ajout d'une fonction d'acquisition d'image
- Recherche de clips vidéo de différente caméra
- Création d'un tour des caméras
- Création d'un groupe de caméras
- Visualisation d'un groupe de caméras
- Visualisation d'images en direct provenant d'un schéma personnalisé

6.6 Caractéristiques matérielles

Serveur de données / Caméras :

- Lecteur graveur DVD+/- RW
- Ports USB
- Carte réseau TCP IP
- Disque Dur 160 GB
- OS : Windows Serveur les plus récents
- Équipée d'un dôme bulle fumé
- Montage sous faux plafond ou sur support spécifique selon configuration

6.7 Fonctionnalités du système

Les fonctionnalités du système doivent pouvoir se diviser entre :

- Visualisation des images en direct
- Visualisation des images enregistrées

6.8 Images en direct

Les images en direct des caméras seront présentées par une série d'affichages. Ceux-ci permettront :

- Visualisation par une seule caméra
- Modification des réglages d'une caméra
- Modification des configurations d'enregistrement d'une caméra
- Affichage des caméras paramétrable (vue 4, 8, 16 ou autre au choix de l'utilisateur)
- Ajout et retrait de caméras

À partir de cet affichage, l'utilisateur doit pouvoir :

- Visualiser les images en direct de la caméra choisie
- Panoramer horizontalement et verticalement, zoomer et effectuer la mise au point de la caméra à l'aide d'une manette ou un Joystick connectée au PC du Poste d'opérateur.
- Panoramer horizontalement et verticalement, zoomer et effectuer la mise au point de la caméra à l'aide d'un dispositif de pointage fixé au PC du Poste d'opérateur. Des

dispositifs de pointage standard Windows du type souris ou écran tactile seront possibles.

- Enregistrer manuellement une séquence d'images en direct. L'enregistrement se poursuivra pendant le laps de temps configuré. Une fois l'enregistrement commencé, un bouton d'arrêt est mis en surbrillance, ainsi qu'un compteur indiquant le temps d'enregistrement restant.
- Enregistrer manuellement un instantané (une seule image) de la vidéo en direct.

PARTIE III : MARCHES

**Section VI : Cahier de Clauses Administratives Générales
(CCAG)**

**CAHIER DES CLAUSES ET CONDITIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES
APPLICABLES AUX MARCHÉS D'ÉQUIPEMENTS**

CCAG - E

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| CHAPITRE 1 – GÉNÉRALITÉS | 77 |
| <i>Article 1 - Champ d'application</i> | 77 |
| <i>Article 2 – Définitions.....</i> | 77 |
| <i>Article 3 - Obligations générales des parties</i> | 79 |
| <i>Article 4 - Pièces contractuelles</i> | 83 |
| <i>Article 5 - Garantie de Soumission, de bonne exécution et retenue de garantie</i> | 84 |
| <i>Article 6 - Confidentialité. — Mesures de sécurité</i> | 86 |
| <i>Article 7 - Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....</i> | 87 |
| <i>Article 8 - Protection de l'environnement.....</i> | 88 |
| <i>Article 9 - Réparation des dommages.....</i> | 88 |
| <i>Article 10 – Assurance.....</i> | 88 |
| CHAPITRE 2 - PRIX ET REGLEMENT | 90 |
| <i>Article 11 – Prix</i> | 90 |
| <i>Article 12 - Précisions sur les modalités de règlement</i> | 91 |
| <i>Article 13 - Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance</i> | 93 |
| CHAPITRE 3 - DELAIS | 94 |
| <i>Article 14 - Délai d'exécution</i> | 94 |
| <i>Article 15 – Pénalités</i> | 95 |
| <i>Article 16 - Primes pour réalisation anticipée des prestations</i> | 95 |
| CHAPITRE 4 – EXECUTION | 96 |
| <i>Article 17 - Documentation technique mise à la disposition du titulaire</i> | 96 |
| <i>Article 18 - Moyens mis à la disposition du titulaire</i> | 96 |
| <i>Article 19 - Assurance des moyens mis à la disposition du titulaire</i> | 97 |
| <i>Article 20 - Lieux d'exécution</i> | 97 |
| <i>Article 21 - Surveillance de l'exécution des prestations</i> | 98 |
| <i>Article 22 - Modifications de caractère technique en cours d'exécution</i> | 98 |
| <i>Article 23 - Arrêt de l'exécution des prestations</i> | 99 |
| <i>Article 24 - Aménagement des locaux destinés à l'installation de matériel</i> | 99 |
| <i>Article 25 – Installation</i> | 99 |
| <i>Article 26 - Stockage, emballage et transport</i> | 100 |
| <i>Article 27 – Livraison</i> | 100 |
| <i>Article 28 - Maintien en l'état des moyens de production</i> | 101 |

| | |
|--|------------|
| CHAPITRE 5 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS & GARANTIE | 102 |
| <i>Article 29 - Opérations de vérification.....</i> | 102 |
| <i>Article 30 - Délais et procès-verbaux de constatation</i> | 102 |
| <i>Article 31 - Réception, ajournement, réfaction et rejet</i> | 103 |
| <i>Article 32 - Transfert de propriété</i> | 104 |
| <i>Article 33 - Garantie</i> | 105 |
| CHAPITRE 6 – RESILIATION..... | 108 |
| <i>Article 34 - Principes généraux.....</i> | 108 |
| <i>Article 35 - Résiliation pour événements extérieurs au marché.....</i> | 108 |
| <i>Article 36 - Résiliation pour événements liés au marché</i> | 109 |
| <i>Article 37 - Résiliation pour faute du titulaire</i> | 109 |
| <i>Article 38 - Résiliation pour motif d'intérêt général</i> | 110 |
| <i>Article 39 - Décompte de résiliation.....</i> | 110 |
| <i>Article 40 - Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution des marchés.....</i> | 112 |
| <i>Article 41 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire</i> | 112 |
| CHAPITRE 7 DIFFERENDS ET LITIGES | 113 |
| <i>Article 42 - Différends entre les parties</i> | 113 |
| <i>Article 43 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG.....</i> | 113 |
| CHAPITRE 8 - STIPULATIONS SPECIALES AUX MARCHES DE REPARATION ET MODIFICATION..... | 114 |
| <i>Article 44 - Marchés intéressés par les dispositions du chapitre 8.....</i> | 114 |
| <i>Article 45 - Examen préalable et responsabilité du titulaire</i> | 114 |
| <i>Article 46 - Proposition de travaux et état récapitulatif de prix</i> | 115 |
| <i>Article 47 - Modification des travaux en cours d'exécution</i> | 115 |
| <i>Article 48 – Récupération.....</i> | 115 |
| <i>Article 49 – Inventaire</i> | 115 |

CHAPITRE 1 – GÉNÉRALITÉS

Article 1 - Champ d'application

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives générales (CCAG) s'appliquent aux marchés d'équipements, passés au nom de l'ASECNA.

Ces marchés peuvent prévoir de déroger à certaines de ces stipulations.

Ces dérogations doivent figurer dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et font l'objet d'une liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

Article 2 – Définitions

Au sens du présent document :

2/1 “marché” désigne le contrat écrit conclu à titre onéreux entre, d'une part, une L'ASECNA et, d'autre part, une personne physique ou morale, appelée entrepreneur, fournisseur ou prestataire ayant pour objet l'exécution des travaux, la livraison de fournitures ou la prestation de services et n'ayant pas fait l'objet d'exclusion du champ d'application de la présente réglementation.

2/2 “accord-cadre” désigne le contrat écrit conclu par l'ASECNA avec un ou plusieurs titulaires qui leur accorde une exclusivité unique ou partagée pour une durée déterminée et sur le fondement duquel des marchés sont ultérieurement passés.

2/3 “bon de commande” désigne le contrat écrit simplifié conclu à titre onéreux entre, d'une part, l'ASECNA et, d'autre part, une personne physique ou morale, appelée entrepreneur, fournisseur ou prestataire de services ayant pour objet l'exécution des travaux, la livraison de fournitures ou la prestation de services.

2/4 “prestation” désigne les travaux, fournitures ou services.

2/5 “travaux” désigne toutes les opérations de construction, reconstruction, réhabilitation, réparation, rénovation, démolition de tout ouvrage y compris la préparation du chantier, les travaux de terrassement, l'installation d'équipements ou de matériels, la décoration et la finition, ainsi que les services accessoires aux travaux si la valeur de ces services ne dépasse pas celle des travaux eux-mêmes, répondant à des besoins précisés par l'ASECNA qui en exerce la maîtrise d'ouvrage

2/6 “fournitures” désigne les biens mobiliers de toutes sortes, matières, produits, matériels, équipements et objets sous forme solide, liquide ou gazeuse ainsi que l'électricité,

2/7 “services” désigne des prestations telles que des études, des services de conseil, des prestations de formation, de maintenance, d'ingénierie ou d'assistance qui ne se traduisent pas nécessairement par un résultat physiquement mesurable ou apparent.

2/8 “candidat” désigne une personne physique ou morale, entrepreneur, fournisseur ou prestataire de services, qui participe à un appel à concurrence dans le cadre d'une procédure de passation d'un marché.

2/9 “soumissionnaire” désigne un candidat qui participe à une procédure de passation de marché en déposant une offre.

2/10 “soumission” désigne l'acte d'engagement écrit et signé au terme duquel un soumissionnaire fait connaître ses conditions et s'engage à respecter les cahiers des charges applicables

2/11 “attributaire” désigne le soumissionnaire dont l'offre, a été retenue, avant l'approbation du marché.

2/12 “titulaire” désigne l'attributaire d'un marché ou d'un accord-cadre qui a été approuvé conformément à la présente réglementation.

2/13 “bordereau des prix” désigne le document qui contient une décomposition par poste des prestations à exécuter et indique, pour chacun des postes, le prix applicable. Le détail estimatif et le bordereau des prix peuvent constituer un document unique.

2/14 “détail estimatif” désigne le document qui, pour un marché à prix unitaires, contient une décomposition des prestations à exécuter par poste et indique, pour chaque poste, la quantité présumée et le prix unitaire correspondant du bordereau des prix ; le détail estimatif et le bordereau des prix peuvent constituer un document unique.

2/15 “sous-détail des prix” désigne le document qui fait apparaître, pour chacun des prix du bordereau, ou seulement pour ceux d'entre eux désignés dans le cahier des clauses administratives particulières, les quantités et le montant des matériaux et fournitures, de la main-d'œuvre, des frais de fonctionnement du matériel, des frais généraux, taxes et marges. Ce document n'a pas de valeur contractuelle sauf disposition contraire prévue dans le marché.

2/16 “Actualisation du prix” consiste à revaloriser globalement le prix d'un marché, lorsque s'écoule un délai, supérieur à celui de la validité de l'offre, entre la remise de l'offre et le commencement des prestations.

2/17 “groupement” désigne deux ou plusieurs candidats ou soumissionnaires qui souscrivent un engagement unique qui peut être soit conjoint soit solidaire. Qu'il s'agisse d'un engagement conjoint ou d'un engagement solidaire, l'acte d'engagement et le marché doivent préciser la nature du groupement et désigner le mandataire.

2/18 “engagement conjoint” désigne l'engagement vis-à-vis de l'ASECNA de chacun des membres du groupement, en cas de division en lots des travaux, fournitures ou services, à exécuter le ou les lots qui lui sont assignés. L'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement

et dans le marché comme mandataire, est solidaire de chacun des autres membres et les représente jusqu'à la date de la réception définitive.

2/19 “engagement solidaire” désigne l’engagement vis-à-vis de l’ASECNA de chacun des membres du groupement pour la totalité du marché et qui doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement ou marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement jusqu'à la date de la réception définitive.

2/20 “structure chargée de la passation des marchés” désigne la structure chargée de conduire la procédure de passation du marché au nom et pour le compte de l’ASECNA et de la représenter dans l'exécution dudit marché.

2/21 “Commission de Dépouillement et de Jugement des Offres (CDJO)” désigne la commission, chargée de procéder à l’ouverture des plis, à l’analyse, l’évaluation des offres et au choix de l’attributaire provisoire ou définitive du marché.

2/22 Les délais prévus à la présente réglementation sont francs sauf lorsqu’ils sont exprimés en jours ouvrables. Lorsque le dernier jour d'un délai est un dimanche, un samedi, un jour férié ou un jour chômé, ce délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

— la « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de réception, qui peut être mentionnée sur un récépissé, est considérée comme la date de la notification ;

— l'« ordre de service » est la décision de l’ASECNA qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché ;

— les « moyens de production » sont les outillages, matériels, installations, éléments incorporels, bâtiments et terrains nécessaires à l'exécution des prestations objet du marché;

— la « réception » est la décision, prise après vérifications, par laquelle l’ASECNA reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché. — l'«ajournement de la réception » est la décision prise par le L’ASECNA qui estime que les prestations pourraient être reçues, moyennant des corrections à opérer par le titulaire;

— la « réfaction » est la décision prise par L’ASECNA de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être reçues en l'état;

— le « rejet » est la décision prise par l' L’ASECNA qui estime que les prestations ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction.

Article 3 - Obligations générales des parties

3.1. Forme des notifications et informations :

La notification au titulaire des décisions ou informations de l’ASECNA qui font courir un délai est faite:

— soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment désigné, contre récépissé ;

— soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques. Les conditions d'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques sont déterminées dans les documents particuliers du marché ;

— soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents en disposent autrement.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

3.2. Modalités de computation des délais d'exécution des prestations :

3.2.1. Tout délai mentionné au marché commence à courir, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers du marché pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

3.2.2. Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

Le fuseau horaire utilisé est celui du lieu de la livraison ou de l'exécution du service.
Un délai fixé en jours calendaires inclut les samedis, dimanches et jours fériés.

3.2.3. Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

3.2.4. Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

3.2.5. Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et, jours fériés.

3.2.6. Le délai s'appliquant au titulaire n'inclut pas le délai nécessaire à l'ASECNA pour effectuer ses opérations de vérification et prendre sa décision conformément au chapitre V.

3.3. Représentation de l'ASECNA :

Dès la notification du marché, l'ASECNA désigne une ou plusieurs personnes responsables du marché. Ces personnes sont habilitées à la représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'ASECNA en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'ASECNA.

3.4. Représentation du titulaire :

3.4.1. Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'ASECNA, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'ASECNA dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3.4.2. Le titulaire est tenu de notifier sans délai à L'ASECNA les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
 - à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
 - à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
 - à son adresse ou à son siège social ;
 - aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

3.5. Cotraitance :

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par l'ASECNA d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

3.6. Sous-traitance :

3.6.1. Le titulaire d'un marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'ASECNA l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

3.6.2 En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

3.6.3 L'agrément de chaque sous-traitant et, le cas échéant, les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance doivent être demandés selon les modalités suivantes :

1°. Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment de l'offre, le candidat doit, dans ladite offre, fournir à l'ASECNA une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse et les références techniques du sous-traitant proposé ;
- c) le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;

d) les modalités de règlement de ces sommes ;

e) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, celles de révision des prix.

2°. Dans le cas où la demande est présentée après la conclusion du marché, le titulaire de celui-ci, soit remet contre récépissé à l'ASECNA, soit lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration spéciale contenant les renseignements susmentionnés.

Le titulaire doit en outre établir que le nantissement de créance résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant en produisant soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré, soit une attestation du comptable assignataire de la dépense, après accord écrit de l'établissement financier concerné.

3.6.4. Le titulaire d'un marché ne peut donner en sous-traitance des prestations dont la valeur est supérieure au tiers (1/3) du montant dudit marché, avenants y compris.

3.6.5. Dès la signature de l'acte constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, l'ASECNA notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître à l'ASECNA le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

3.6.6. Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'ASECNA, lorsque celle-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'ASECNA, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors taxes du marché ou de la tranche concernée, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

3.7. Bons de commande :

3.7.1. Les bons de commande sont notifiés par l'ASECNA au titulaire.

3.7.2. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

3.7.3. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

3.7.4. En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

3.7.5. Lorsqu'au terme de l'exécution d'un marché à bons de commande, le total des commandes d L'ASECNA n'a pas atteint le minimum fixé par le marché, en valeur ou en quantités, le titulaire a droit à une indemnité pour tout préjudice confondu. Cette indemnité est égale à vingt-cinq pour cent (25%) de la valeur des prestations qui restaient à exécuter pour atteindre ce minimum.

3.8. Ordres de service :

3.8.1. Les ordres de service sont notifiés par l'ASECNA avec accusé de réception du titulaire.

3.8.2. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service concerné, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

3.8.3. Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Toutefois, sauf si le marché prévoit que le démarrage des prestations peut être ordonné dans un délai supérieur à six mois à compter de la notification du marché, le titulaire peut refuser d'exécuter cet ordre s'il lui est notifié plus de six mois après la notification du marché. Le titulaire dispose alors d'un délai de quinze jours, courant à compter de la date d'envoi de sa décision de refus au pouvoir adjudicateur, pour proposer une nouvelle date de démarrage des prestations. A l'expiration de ce délai, s'il n'a proposé aucune autre date, il doit exécuter les prestations à la date demandée. En cas de refus de l'ASECNA à la proposition de nouvelle date qui lui aura été faite, le titulaire peut demander la résiliation du marché, dans les conditions mentionnées à l'article 36.2. Cette résiliation ne peut lui être refusée.

3.8.4. En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations à l'ASECNA.

Article 4 - Pièces contractuelles

4.1. Ordre de priorité :

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement et ses annexes s'il y a lieu, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes, notamment les documents tels que dossiers et plans
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations, objet du marché,;

— le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché.

—

4.2. Pièces à remettre au titulaire. — Cession ou nantissement des créances.

4.2.1. La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par l'ASECNA au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

4.2.2. L'ASECNA remet également au titulaire, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

Article 5 - Garantie de Soumission, de bonne exécution et retenue de garantie

5.1 : Garantie de soumission

- 5.1.1 Les candidats aux marchés passés par appel d'offres sont tenus de fournir une garantie, pour l'engagement que constitue leur offre, dénommée garantie de soumission, sauf dérogation accordée en raison de la nature du marché. Elle peut être constituée, selon le cas, sous la forme d'une garantie à première demande, d'une caution personnelle et solidaire, d'une lettre de crédit irrévocable, d'un chèque certifié émis par un établissement financier établi dans un pays membre de l'ASECNA.
- 5.1.2 Le montant de la garantie de soumission doit correspondre au moins à deux pour cent (2%) du montant de l'offre. Ce pourcentage minimum doit figurer dans le règlement de tout Dossier d'Appel d'Offres ayant prévu une telle garantie.
- 5.1.3 La garantie de soumission doit demeurer valide pendant trente jours(30) après l'expiration du délai fixé pour la validité des offres, y compris si le délai de validité de l'offre a été prorogé.
- 5.1.4 La garantie de soumission est restituée après la main levée donnée par l'ASECNA ou d'office aussitôt après la constitution de la garantie de bonne exécution.
- 5.1.5 L'ASECNA peut dispenser les candidats à un marché de fournir une garantie de soumission si elle estime qu'ils offrent, par ailleurs, suffisamment de garanties.

5.2 : Garantie de Bonne Exécution

-
- 5.2.1 Tout titulaire d'un marché est tenu de fournir une garantie de bonne exécution du marché et de recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché, à l'exclusion de l'avance de démarrage prévue à l'article 66 et couverte par la garantie à première demande. Cette garantie est constituée dans un délai maximal d'un (01) mois à compter de la date de notification du marché, et en tout état de cause préalablement à tout paiement effectué au titre du marché.
 - 5.2.2 Le montant de la garantie est fixé à cinq pour cent (5%) du montant initial du marché augmenté ou diminué, le cas échéant, de ses avenants.
 - 5.2.3 Elle doit être constituée sous la forme d'une garantie à première demande émise par un établissement bancaire sauf stipulation contraire dans le marché.
 - 5.2.4 Lorsque le marché ne comporte pas de délai de garantie, la garantie de bonne exécution est libérée, à condition que le titulaire du marché ait rempli ses obligations. A cet effet, une main levée est délivrée par l'ASECNA dans un délai maximal de trois (03) mois à compter de la réception des prestations.
 - 5.2.5 Lorsque le marché comporte un délai de garantie, la garantie de bonne exécution est libérée, à condition que le titulaire du marché ait rempli ses obligations, et à la suite d'une main levée délivrée par l'ASECNA dans un délai maximal de trois (03) mois à compter de la réception provisoire des prestations.

5.3 : Retenue de Garantie

- 5.3.1 Lorsque le marché comporte un délai de garantie, une partie de chaque paiement, à l'exclusion de l'avance de démarrage, peut être retenue par l'ASECNA pour couvrir les réserves à la réception des travaux, fournitures ou services ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie.
- 5.3.2 Le délai de garantie est le délai, qui peut être prévu par le marché, pendant lequel l'ASECNA peut formuler des réserves sur des malfaçons qui n'étaient pas apparentes ou dont les conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.
- 5.3.3 La part des paiements retenue est fixée à cinq pour cent (5%) du montant de chaque paiement.
- 5.3.4 La retenue de garantie est restituée, à condition que le titulaire du marché ait rempli ses obligations afférentes à la période de garantie, dans un délai maximal de trois (03) mois suivant l'expiration du délai de garantie ou la réception définitive.

-
- 5.3.5 La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande qui doit demeurer en vigueur jusqu'à la réception définitive.
 - 5.3.6 Lorsque la garantie à première demande remplace la retenue de garantie, elle doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.
 - 5.3.7 Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.
 - 5.3.8 La garantie à première demande est libérée trois (03) mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie ou à compter de la réception définitive.

Toutefois, à l'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie est perdue par le titulaire, ou la garantie à première demande est mise en œuvre si des réserves notifiées au titulaire et à l'organisme ayant apporté sa garantie n'ont pas été levées avant la date d'expiration du délai de garantie.

: Garantie à Première Demande

- 5.3.9 L'ASECNA conserve la liberté d'accepter ou non les garanties présentées par le soumissionnaire ou le titulaire.
- 5.3.10 A l'expiration du délai de validité de la garantie à première demande, celle-ci cesse d'avoir effet ; si le titulaire du marché n'a pas rempli toutes ses obligations, il est tenu de prolonger la durée de validité de la garantie à première demande. Dans tous les cas, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'organisme ayant apporté la garantie que par main levée délivrée par l'ASECNA.

Article 6 - Confidentialité. — Mesures de sécurité

6.1. Obligation de confidentialité :

6.1.1. Le titulaire et l'ASECNA qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalée comme présentant un caractère confidentiel et relatif notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'ASECNA, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut

demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

6.1.2. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

6.1.3. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

6.2. Protection des données à caractère personnel :

6.2.1. Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

6.2.2. En cas d'évolution de la législation sur la protection des données nominatives en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'ASECNA afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

6.2.3. Pour assurer cette protection, il incombe à l'ASECNA d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

6.3. Mesures de sécurité :

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, , ces dispositions particulières doivent être indiquées par l'ASECNA dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

6.4. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Article 7 - Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

7.1. Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'ASECNA. Les modalités d'application de ces textes sont prévues par le CCAP.

7.2. En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'ASECNA afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

7.3. Le titulaire peut demander à s L'ASECNA, du fait des conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Article 8 - Protection de l'environnement

8.1. Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l' L'ASECNA.

8.2. En cas d'évolution de la législation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'ASECNA afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Article 9 - Réparation des dommages

9.1. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'ASECNA par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.
Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'ASECNA, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l' L'ASECNA.

9.2. Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'ASECNA, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait, de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'ASECNA au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

9.3. Le titulaire garantit l'ASECNA contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Article 10 – Assurance

10.1. Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ASECNA et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

10.2. Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de L'ASECNA et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

CHAPITRE 2 - PRIX ET REGLEMENT

Article 11 – Prix

11.1. Règles générales :

11.1.1. Les prix sont réputés fermes.

11.1.2. Lorsque les prix fermes sont actualisables, le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

11.1.3. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.4, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou au retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

11.2. Détermination des prix de règlement :

11.2.1. Lorsque le marché prévoit que le prix à payer résulte de l'application d'une disposition réglementaire, d'un barème, d'un tarif, d'un cours, d'une mercuriale, d'un indice, d'un index ou de tout autre élément établi en dehors du contrat, sans précision de date, l'élément à prendre en considération est celui qui est en vigueur :

— le jour de la livraison ou de la fin d'exécution des prestations, si celles-ci sont effectuées dans le délai prévu par l'ASECNA ou si l'ASECNA n'a pas fixé de délai ;

— à la date limite prévue par le pouvoir adjudicateur pour la livraison ou la fin d'exécution des prestations, lorsque le délai prévu est dépassé.

11.2.2. Lorsque le marché prévoit une révision des prix, ceux-ci sont révisés à la date ou selon la périodicité prévue par les documents particuliers du marché.

Toutefois, lorsque le prix comporte une part importante de matières premières ou de produits, directement affectés par la fluctuation de cours mondiaux, il est procédé à une révision des prix au minimum tous les trois mois à compter de la date de notification du marché. Les conditions de révision des prix sont fixées par les documents particuliers du marché.

Les prix à payer sont ceux applicables à la date de la livraison ou de la fin d'exécution des prestations.

11.2.3. Lorsque les prix sont révisables, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Article 12 - Précisions sur les modalités de règlement

12.1. Avances :

La demande de versement de l'avance au sous-traitant agréé est présentée par celui-ci à l'ASECNA. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter, au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

12.2. Acomptes :

Lorsque le marché fixe uniquement la périodicité des acomptes, le montant de chacun d'eux est déterminé par l'ASECNA, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

12.3. Lorsque le titulaire remet à l'ASECNA une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

12.4. Contenu de la demande de paiement :

12.4.1. La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations reçues, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 31.3 ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant HT ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- le cas échéant, les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

12.4.2. En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations reçues.

12.4.3. La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

12.4.4. Les prix unitaires peuvent être fractionnés pour tenir compte des prestations encours d'exécution.

12.4.5. Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égal au pourcentage d'exécution de la prestation. Pour déterminer ce pourcentage, il est fait application, si l'ASECNA le demande, de la décomposition des prix mentionnée à l'article 11.3.1.

12.4.6. Le titulaire établit sa demande de paiement suivant le modèle ou selon les modalités fixés par les documents particuliers du marché.

12.5. Calcul du montant dû par l'ASECNA au titre des prestations fournies :

12.5.1. Le montant des sommes dues peut être établi sur la base de constats contradictoires lorsque le CCAP le prévoit.

12.5.2. Lorsque le marché prévoit le versement d'acomptes, à l'achèvement de certaines étapes de l'exécution des prestations, et qu'il indique la quotité du prix à régler à l'achèvement de chacune d'elles, la demande de paiement comprend :

- pour chaque partie du marché exécutée, la quotité correspondante ;
- pour chaque partie du marché entreprise, après accord d L'ASECNA, une fraction de la quotité correspondante, égale au pourcentage d'exécution des prestations de la partie en cause.

12.6. Remise de la demande de paiement :

12.6.1. La remise d'une demande de paiement intervient :

- soit aux dates prévues par le marché ;
- soit après la réception des prestations, conformément aux stipulations du marché ;
- soit au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue. Le titulaire notifie alors à l'ASECNA une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci ;
- soit aux dates prévues pour le versement d'acomptes.

12.6.2. La demande de paiement peut indiquer les fournitures qui, en application des stipulations du marché ou d'un commun accord entre les parties, sont payées alors même qu'elles restent en stock chez le titulaire.

12.7. Acceptation de la demande de paiement par l'ASECNA:

L'ASECNA accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées. Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

12.8. Paiement pour solde et règlements partiels définitifs :

12.8.1. La demande de paiement est adressée à l'ASECNA après la décision de réception.

La demande de paiement peut, également, donner lieu à un règlement partiel définitif des prestations exécutées, dans le cas où les documents particuliers du marché ont prévu des paiements à l'issue de l'exécution de certaines parties des prestations prévues par le marché.

12.8.2. Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire du marché ne produit pas sa demande de paiement, dans un délai de quarante-cinq jours courant à compter de la réception des prestations, le pouvoir adjudicateur peut procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.

12.8.3. En cas de contestation sur le montant des sommes dues, l'ASECNA règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Article 13 - Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance

13.1. Dispositions relatives à la cotraitance :

13.1.1. En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

13.1.2. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

13.1.3. Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'ASECNA la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

13.1.4. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

13.2. Dispositions relatives aux sous-traitants :

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par l'ASECNA, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial.

CHAPITRE 3 - DÉLAIS

Article 14 - Délai d'exécution

14.1. Début du délai d'exécution :

Le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

14.1.1. Le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification.

14.1.2. Le délai d'exécution d'une tranche conditionnelle part de la date de notification de la décision de son affermissement.

14.2. Expiration du délai d'exécution :

14.2.1. En cas de livraison ou d'exécution des prestations dans les locaux de l'ASECNA, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations.

14.2.2. Lorsque le marché a prévu que la réception se fera dans les locaux du prestataire, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de la réception, par le pouvoir adjudicateur, de l'avis de présentation aux opérations de vérifications adressé par le titulaire ou la date de présentation fixée par cet avis, si elle est postérieure.

14.2.3. En cas de prestations d'études, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études à l'ASECNA, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

14.2.4. En cas d'inachèvement des prestations à la date limite de validité du marché, le délai d'exécution des prestations expire à la date limite de validité du marché, à l'exception des bons de commande émis pendant la validité du marché.

14.3. Prolongation du délai d'exécution :

14.3.1. Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'ASECNA ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'ASECNA prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

14.3.2. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'ASECNA les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'ASECNA la durée de la prolongation demandée.

14.3.3. L'ASECNA dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire, pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut, pas davantage, être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse, résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

14.3.4. Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée, après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Article 15 – Pénalités

15.1. Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 14 et 27.4 :

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$P = V \times R / 3\,000$ dans laquelle :

— P = le montant de la pénalité ;

— V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

— R = le nombre de jours de retard.

15.2. Une fois le montant des pénalités déterminées, la formule de variation prévue au marché leur est appliquée :

Le titulaire est exonéré de pénalités lorsque leur montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Article 16 - Primes pour réalisation anticipée des prestations

Le marché peut prévoir des primes pour réalisation anticipée, soit de l'ensemble des prestations, soit de certaines parties des prestations faisant l'objet de délais particuliers ou de dates limites fixés dans le marché.

La prime est versée HT, sans que le titulaire soit tenu de la demander, avec le solde de la prestation correspondante. Elle est soumise aux mêmes règles de paiement que celles relatives à ce solde.

CHAPITRE 4 – EXECUTION

Article 17 - Documentation technique mise à la disposition du titulaire

17.1. Si la documentation technique mise à la disposition du titulaire comprend, outre les spécifications techniques prévues dans les documents particuliers du marché, des documents, des échantillons ou des modèles, et que ceux-ci diffèrent des spécifications techniques, ce sont les spécifications techniques prévues dans les documents particuliers du marché qui prévalent :

Le titulaire a l'obligation de vérifier la documentation technique mise à sa disposition et de signaler au pouvoir adjudicateur, dès qu'il en a connaissance, les erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par un homme de l'Art.

Si les erreurs, les omissions ou les contradictions mentionnées à l'alinéa précédent ont pour effet d'allonger la durée d'exécution des prestations prévues par le marché, le délai d'exécution du marché pourra être prolongé dans les conditions prévues à l'article 14.3.

17.2. La documentation technique est mise à la disposition du titulaire à titre gratuit.

Article 18 - Moyens mis à la disposition du titulaire

18.1. Les dispositions du présent article s'appliquent lorsque le pouvoir adjudicateur met à la disposition du titulaire des moyens nécessaires à l'exécution de la prestation, tels que :

- a) Des moyens de production ;
- b) Des matériels à réparer, à modifier, à transformer ou destinés à des études ou des essais ;
- c) Des approvisionnements, c'est-à-dire des produits finis, semi-finis ou des matières premières.

18.2. Lorsque des moyens sont la propriété de l'ASECNA, ils sont laissés gratuitement à la disposition du titulaire pour l'exécution du marché.

18.3. Un constat contradictoire est établi pour constater l'état de ces moyens au moment de leur mise à la disposition du titulaire. Ce constat est signé par les deux parties. Il mentionne la valeur de ces moyens.

La date effective de la mise à disposition est celle du constat contradictoire.

18.4. Le titulaire est responsable du gardiennage, de la conservation, de l'entretien et de l'emploi des moyens de production, des matériels ou des approvisionnements qui lui sont confiés, dès que ceux-ci ont été mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en user que pour satisfaire à l'objet du marché.

A cet effet, le titulaire doit :

- en tenir un inventaire permanent ;
- identifier les approvisionnements appartenant à l'ASECNA ;
- apposer sur les machines et outillages tout dispositif permettant l'identification du propriétaire.

18.5. Lorsque l'un de ces moyens est endommagé, détruit ou perdu, le titulaire est tenu de le remettre en état, de le remplacer ou d'en rembourser la valeur résiduelle à la date de disparition, ou du sinistre.

18.6. Le titulaire assure l'entretien courant et normal des bâtiments mis à sa disposition.

18.7. Le titulaire assure la remise en l'état des terrains mis à sa disposition.

18.8. Au terme de l'exécution ou après résiliation du marché, ou au terme fixé par celui-ci, les moyens mis à disposition sont restitués à l'ASECNA.

18.9. Un constat contradictoire est établi lors de leur restitution.

Le cas échéant, les frais relatifs à cette restitution incombent au titulaire.

18.10. Si le titulaire ne respecte pas les obligations des 4, 5, 6, 7 et 8 du présent article, le pouvoir adjudicateur peut suspendre le paiement des sommes dues au titre du marché, à concurrence du préjudice estimé, jusqu'à l'exécution de ces obligations:

Indépendamment des sanctions mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié, dans les conditions de l'article 37, en cas de défaut de présentation, de mauvais emploi ou d'utilisation abusive des moyens mis à la disposition du titulaire.

Article 19 - Assurance des moyens mis à la disposition du titulaire

19.1. Le titulaire est tenu, préalablement à leur mise à sa disposition et tant qu'il en dispose, de faire assurer à ses frais, l'ensemble des moyens de production qui sont la propriété du pouvoir adjudicateur.

19.2. Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie :

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

19.3. Si le titulaire contrevient à ces prescriptions, l'ASECNA peut contracter

à sa place, cinq jours après une mise en demeure restée sans effet, la ou les polices d'assurance nécessaires :

Le montant des primes d'assurances est alors retenu sur les sommes dues au titulaire au titre du marché.

Article 20 - Lieux d'exécution

20.1. Le titulaire doit faire connaître à l'ASECNA, sur sa demande, le lieu d'exécution des prestations. L'ASECNA peut en suivre sur place le déroulement. L'accès aux lieux d'exécution est réservé aux seuls représentants d L'ASECNA:

Les personnes qu'il désigne à cet effet ont libre accès aux seules zones concernées par l'exécution des prestations prévues par le marché, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour le site. Elles sont tenues aux obligations de confidentialité prévues à l'article 5.1.

20.2. Si le titulaire entrave l'exercice du droit de contrôle de l'ASECNA en cours d'exécution du marché, il encourt les sanctions prévues à l'article 37.

Article 21 - Surveillance de l'exécution des prestations

21.1. Le titulaire assure à l'ASECNA le libre accès à tous les lieux d'exécution des prestations qu'il a précisés dans les documents particuliers du marché :

Il est responsable de toute entrave apportée au libre exercice de la surveillance. En tout lieu d'exécution des prestations, y compris chez ses sous-traitants.

21.2. Le titulaire s'engage à mettre gratuitement à la disposition du pouvoir adjudicateur les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment:

- les bureaux nécessaires au personnel de surveillance ;
- le personnel, le matériel et les locaux nécessaires aux opérations d'essais et de vérification prévues par le marché.

21.3. Les dossiers d'exécution sont tenus par le titulaire à la disposition du pouvoir adjudicateur. Celui-ci peut se faire communiquer tout renseignement et opérer les vérifications qu'il juge nécessaires pour s'assurer que les clauses techniques prévues par le marché sont respectées :

Le titulaire doit prévenir, en temps utile, l'ASECNA de toutes les opérations auxquelles ce dernier a déclaré vouloir assister. A défaut, le pouvoir adjudicateur pourra, soit les faire recommencer, soit refuser les prestations soumises à ces opérations, en dehors de son contrôle. L'ASECNA doit être avisé immédiatement de tous événements de nature à modifier le déroulement prévu des opérations.

21.4. L'exercice de la surveillance de l'exécution des prestations laisse entière la responsabilité du titulaire et ne limite pas le droit du pouvoir adjudicateur de refuser des prestations reconnues défectueuses au moment des opérations de vérification prévues par le chapitre 5.

21.5. Les agents du pouvoir adjudicateur et les personnes mandatées par lui, qui ont, du fait de leurs fonctions, connaissance des moyens de fabrication ou de toute autre information relative au titulaire, sont soumis à l'obligation de discrétion mentionnée à l'article 5.1 :

Leurs frais de déplacement et leur rémunération, exposés dans le cadre de ces opérations de surveillance, sont en totalité, à la charge de l'ASECNA.

Article 22 - Modifications de caractère technique en cours d'exécution

22.1. Pendant l'exécution du marché, l'ASECNA peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. Ces modifications ne doivent ni changer l'objet du marché, ni modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire du marché, lors de la mise en concurrence :

La décision de l'ASECNA est notifiée au titulaire qui l'exécute. Il présente ses observations éventuelles dans un délai d'un mois.

Le titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques, sans autorisation préalable de l'ASECNA. Il est, cependant, tenu de signaler tout processus incompatible avec une fabrication rationnelle et de faire toutes propositions utiles à cet effet.

22.2. Le titulaire doit fournir un devis détaillé, indiquant les modifications de prix et de délais à prévoir. Il dispose, à cet effet, d'un délai de trois mois à compter de la notification de la décision de l'ASECNA prescrivant ou acceptant les modifications, à moins que cette décision n'ait spécifié un délai différent.

22.3. La formulation de ces modifications par le pouvoir adjudicateur donne lieu à l'établissement d'un avenant.

Article 23 - Arrêt de l'exécution des prestations

Lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, l'ASECNA peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, si les deux conditions suivantes sont remplies :

- les documents particuliers du marché prévoient expressément cette possibilité ;
- chacune de ces parties techniques est identifiée et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Article 24 - Aménagement des locaux destinés à l'installation de matériel

Lorsque l'exécution des prestations doit avoir lieu dans des locaux appartenant à l'ASECNA celui-ci aménage, à ses frais, les locaux destinés à l'installation du matériel et, le cas échéant, après consultation du titulaire, pourvoit à leur maintenance et à leur approvisionnement en fluides.

L'ASECNA informe le titulaire de la disponibilité des locaux. Cette information doit être communiquée quinze jours, au moins, avant la livraison du matériel.

Ces aménagements doivent être terminés avant la date prévue pour l'installation du matériel nécessaire à la réalisation des prestations.

Article 25 – Installation

25.1. Si les documents particuliers du marché prévoient l'installation de matériel par le titulaire, celui-ci est tenu :

- de transmettre au pouvoir adjudicateur, avant de commencer l'installation, un dossier complet comportant les plans et les programmes d'exécution de l'installation ;
- d'appeler, dès qu'il en a connaissance, l'attention du pouvoir adjudicateur sur les caractéristiques des terrains, ouvrages et équipements mis à sa disposition qui feraient obstacle à une installation correcte du matériel.

25.2. L'installation n'est considérée comme achevée qu'après l'enlèvement des matériels et outillages ayant servi au montage et à la remise en l'état des bâtiments, terrains, et équipements accueillant l'installation.

Article 26 - Stockage, emballage et transport

26.1. Stockage :

26.1.1. Si les documents particuliers du marché prévoient une obligation de stockage dans les locaux du titulaire, celui-ci assume la responsabilité du dépositaire, durant un délai précisé par les documents particuliers du marché et courant à compter de leur réception.

26.1.2. Lorsque le stockage est effectué dans les locaux de l'ASECNA, celui-ci assume la responsabilité du dépositaire jusqu'à la décision de réception.

26.2. Emballage :

26.2.1. La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport prévues par les documents particuliers du marché. Elle est de la responsabilité du titulaire.

26.2.2. Les emballages restent la propriété du titulaire.

26.3. Transport :

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Article 27 – Livraison

27.1. Toute livraison effectuée par le titulaire est accompagnée d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification de ce qui est livré et, quand il y a lieu, la répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

27.2. La livraison est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

27.3. Si la disposition des locaux désignés pour la réalisation des livraisons entraîne des difficultés exceptionnelles de manutention, non prévues par le marché, les frais supplémentaires de livraison qui en résultent sont rémunérés distinctement. Ils font l'objet d'un avenant.

27.4. Un sursis de livraison peut être accordé par l’ASECNA au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai à l'article 14.3, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à la livraison dans le délai contractuel.

27.5. Le sursis de livraison suspend, pour un temps égal à sa durée, l'application des pénalités pour retard.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délais mentionnés à l'article 14.3.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

Article 28 - Maintien en l'état des moyens de production

Si les documents particuliers du marché prévoient l'obligation, pour le titulaire, d'entretenir et de conserver en état, pendant un délai déterminé, après achèvement des prestations, tout ou partie des moyens de production utilisés pour l'exécution du marché, les dispositions suivantes sont applicables :

- a) L’ASECNA peut, à tout moment, moyennant préavis, réduire ce délai pour tout ou partie des moyens en cause ;
- b) Le titulaire ne peut utiliser ces moyens pour la réalisation d'autres prestations sans y être autorisé par le pouvoir adjudicateur.

Au terme de ce délai, le titulaire reprend la libre disposition des biens qui lui appartiennent.

En cas de cession de ces biens, le pouvoir adjudicateur possède, à égalité de prix, un droit de préférence.

CHAPITRE 5 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS & GARANTIE

Article 29 - Opérations de vérification

29.1. Nature des opérations :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a effectué les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'ASECNA sur les livraisons réalisées au titre du marché.

29.2. Frais de vérification :

29.2.1. Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge de l'ASECNA pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans ses propres locaux. Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas.

Toutefois, lorsqu'une des parties a accepté de faire exécuter dans ses propres locaux des essais qui, conformément aux documents particuliers du marché, auraient dû être effectués dans ceux de l'autre partie, les frais correspondants sont à la charge de cette dernière.

29.2.2. Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

29.3. Présence du titulaire :

L'ASECNA avise le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

L'absence du titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

Article 30 - Délais et procès-verbaux de constatation

30.1. Les délais de constatation dont dispose l'ASECNA sont les suivants :

- pour débiter en usine les vérifications ouvrant droit à paiement pour solde ou règlement partiel définitif, le délai est de sept jours à partir de la réception, par le pouvoir adjudicateur, de l'avis de présentation adressé par le titulaire ou à compter de la date de présentation fixée par cet avis, si elle est postérieure ;
- pour effectuer les opérations de vérification en usine et pour notifier sa décision, le pouvoir adjudicateur dispose d'un mois ;
- pour effectuer les opérations de vérification dans les lieux de livraison prévus dans les documents particuliers du marché et notifier sa décision, l'ASECNA dispose de sept jours à

compter de l'arrivée des prestations à destination. Lorsqu'une épreuve technique est imposée après la livraison, ce délai est alors d'un mois à compter de l'arrivée des prestations à destination.

30.2. Les constatations réalisées par l'ASECNA sont consignées dans un procès-verbal mentionnant, s'il y a lieu, les réserves du titulaire.

Article 31 - Réception, ajournement, réfaction et rejet

A l'issue des opérations de vérification, l'ASECNA prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues au présent article.

Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans les délais de constatation prévus à l'article 30.1, les prestations sont réputées reçues.

Dans le cas d'un marché comportant des prestations distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

31.1. Réception :

Le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception. En cas de réception tacite, la date d'effet est la date d'expiration des délais de constatation prévus à l'article 30.1.

31.2. Ajournement :

31.2.1. L'ASECNA, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter, à nouveau, au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix de prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article dans un délai de quinze jours, courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

31.2.2. Si le titulaire présente, à nouveau, les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'ASECNA dispose, à nouveau, de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

31.2.3. Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les prestations ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les prestations vérifiées peuvent être évacuées ou détruites par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux de l'ASECNA présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

31.3. Réfaction :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

31.4. Rejet :

31.4.1. Lorsque l'ASECNA estime que les prestations sont non-conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

31.4.2. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

31.4.3. Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'ASECNA, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

31.5. Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par le pouvoir adjudicateur et entrant dans la composition des prestations est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :

— si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé le pouvoir adjudicateur des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserves faites des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;

— et que le pouvoir adjudicateur a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifié sa décision au titulaire.

Article 32 - Transfert de propriété

La réception des prestations entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des prestations au pouvoir adjudicateur est postérieure à leur réception, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

Article 33 – Garantie

33.1. 4/1.1 L'entrepreneur est tenu de constituer une garantie de bonne exécution dans les vingt (20) jours qui suivent la notification du marché.

Si la garantie doit être augmentée en application d'un avenant ou d'une décision de la personne responsable du marché, intervenant comme il est dit au paragraphe 1.3 du présent article, L'entrepreneur doit effectuer cette opération dans les vingt (20) jours de la notification de l'avenant ou de la décision qui la prescrit.

En cas de prélèvement sur la garantie pour quelque motif que ce soit, l'entrepreneur doit aussitôt la reconstituer.

4/1.2 L'absence de constitution ou, s'il y a lieu d'augmentation ou de reconstitution dans les délais contractuels de la garantie fait obstacle à la mise en œuvre de la procédure de règlement des sommes dues à l'entrepreneur y compris l'avance de démarrage, à moins que celui-ci ne s'engage à affecter directement ces sommes à la régularisation de la garantie.

4/1.3 Le remplacement de la garantie de bonne exécution par une garantie à première demande et sa libération se feront dans les conditions prévues par la Réglementation.

4/2 Retenue de garantie

Elle est destinée à garantir le parfait achèvement de l'ouvrage et à remédier le cas échéant à la carence ou à la défaillance de l'entrepreneur pendant le délai de garantie.

Elle peut être remplacée par une garantie à première demande dans les conditions prévues par la Réglementation.

Le remplacement de la retenue de garantie par une garantie à première demande et sa libération se feront dans les conditions prévues par la Réglementation.

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception.

33.2. Lorsque la réparation d'une défectuosité incombe au titulaire, la demande de remise en état correspondante doit lui être notifiée sans retard par ordre de service.

Lorsque les délais dont dispose le titulaire pour effectuer les réparations ne sont pas fixés dans les documents particuliers du marché, ils sont déterminés par ordre de service, après consultation du titulaire.

Le titulaire doit exécuter immédiatement l'ordre de service, même s'il fait des réserves sur la mise en jeu de la garantie technique ou sur les délais dans le cas où ceux-ci sont fixés par ordre de service.

Le dépassement du délai de réparation est sanctionné par des pénalités dans les conditions de l'article 15. L'assiette de calcul de la pénalité porte sur la valeur, hors taxes, de la prestation dont l'utilisation est subordonnée à l'exécution des réparations.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

33.3. La garantie porte sur les prestations fournies, ainsi que sur tous ses composants et sous-ensembles :

Le titulaire reprend les prestations défectueuses et assure, à ses frais, la totalité des prestations nécessaires pour rendre les prestations conformes aux clauses techniques du contrat.

Cette garantie couvre les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport des prestations, nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

33.4. Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux réparations prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des réparations.

33.5. Cas particuliers :

33.5.1. Lorsque les prestations défectueuses ne sont pas réparables, le titulaire remplace les prestations défectueuses ou rembourse à l'ASECNA la valeur à neuf de la prestation.

33.5.2. Lorsque le pouvoir adjudicateur considère que l'intervention du titulaire pour mettre un terme à des anomalies est de nature à entraver le bon fonctionnement du service, il peut, après l'en avoir informé, exécuter lui-même certaines des prestations prévues par le marché. Celles-ci sont effectuées aux frais du titulaire et donnent lieu au versement d'une indemnité représentative des coûts de remise en état par l'ASECNA. La responsabilité du titulaire est alors déchargée, sauf en ce qui concerne les conséquences des renseignements ou consignes qu'il pourrait être amené à donner.

Le titulaire est informé, par écrit, de la date de fin d'intervention de l'ASECNA.

33.6. Prolongation du délai de garantie :

Après réception des prestations remises en état, le délai de garantie est prolongé d'une durée égale à la durée de l'indisponibilité de la prestation concernée. Ce délai court de la date de la notification du constat d'indisponibilité au titulaire jusqu'à la date de notification de la décision prise à l'issue des opérations de vérifications après remise en état.

Le titulaire est exonéré de son obligation de garantie si l'avarie est causée :

— par des modifications ou des réparations effectuées sur la prestation par le pouvoir adjudicateur ou un tiers, sans l'accord préalable du titulaire ;

-
- par une faute du pouvoir adjudicateur dans l'utilisation, l'entretien ou le stockage de la prestation ;
 - par la force majeure.

CHAPITRE 6 – RÉSILIATION

Article 34 - Principes généraux

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 36, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 37, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 35.

L'ASECNA peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 38.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Article 35 - Résiliation pour événements extérieurs au marché

35.1. Décès ou incapacité civile du titulaire :

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, l'ASECNA peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

35.2. Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire :

En cas de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

35.3. Incapacité physique du titulaire :

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire, compromettant la bonne exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché.

La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

Article 36 - Résiliation pour événements liés au marché

36.1. Difficulté d'exécution du marché :

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'ASECNA peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'ASECNA résilie le marché.

36.2. Ordre de service tardif :

Lorsque la résiliation est prononcée à la demande du titulaire par application de l'article

3.8.3. Celui-ci est indemnisé des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution.

36.4. Arrêt de l'exécution des prestations :

Lorsque l'arrêt de l'exécution des prestations est prononcé en application de l'article 23, le pouvoir adjudicateur résilie le marché.

La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

Article 37 - Résiliation pour faute du titulaire

37.1. L'ASECNA peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b) Des moyens des bâtiments ou des terrains ont été mis à la disposition du titulaire et celui-ci se trouve dans un des cas prévus à l'article 18.10 ;
- c) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- d) Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'ASECNA, dans le cadre des articles 20 et 21 ;
- e) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants, mentionnées à l'article 3.6 ;
- f) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 10 ;
- g) Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 36.1, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- h) Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- i) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- j) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données nominatives, et à la sécurité, mentionnées à l'article 5 ;
- k) L'utilisation des résultats par l'ASECNA est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché ;
- l) Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;

m) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

37.2. Sauf dans les cas prévus aux i, l et m du 37.1 ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse :

Dans le cadre de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

37.3. La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales, qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Article 38 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque l'ASECNA résilie le marché pour un motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, de 5%. Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité, dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

Article 39 - Décompte de résiliation

39.1. La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire.

39.2. Le décompte de liquidation, qui fait suite à une décision de résiliation prise en application des articles 36 et 38, comprend :

39.2.1. Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que le pouvoir adjudicateur cède à l'amiable au titulaire ;
- le montant des pénalités.

39.2.2. Au crédit du titulaire :

39.2.2.1. La valeur des prestations fournies au pouvoir adjudicateur, à savoir :

- la valeur contractuelle des prestations reçues, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;

— la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande du pouvoir adjudicateur, telles que le stockage des fournitures.

39.2.2.2. Les dépenses engagées par le titulaire en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies au pouvoir adjudicateur, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :

- le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du marché ;
- le coût des installations, matériels et outillages, réalisés en vue de l'exécution du marché ;
- les autres frais du titulaire se rapportant directement à l'exécution du marché.

39.2.2.3. Les dépenses de personnel, dont le titulaire apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de la résiliation du marché.

39.2.2.4. Si la résiliation est prise en application de l'article 38, une somme forfaitaire calculée en appliquant un pourcentage à la différence entre le montant hors Taxes non révisé du marché et le montant hors Taxes non révisé des prestations réceptionnées. Dans le silence du marché, ce pourcentage est de 5 %. Le montant ainsi calculé sera révisé à la date d'effet de la résiliation, conformément aux dispositions du marché.

39.2.2.5. Plus généralement, tous préjudices subis du fait de la résiliation par le titulaire et éventuellement ses sous-traitants et fournisseurs.

39.3. Le décompte de liquidation à la suite d'une décision de résiliation prise en application de l'article 37 comprend :

39.3.1. Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que l'ASECNA cède à l'amiable au titulaire ;
- le montant des pénalités ;
- le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées à l'article 41.

39.3.2. Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de l'ASECNA telles que le stockage des fournitures.

39.4. Le décompte de liquidation à la suite d'une décision de résiliation prise en application de l'article 35 ou à la suite d'une demande du titulaire comprend :

39.4.1. Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que l'ASECNA cède à l'amiable au titulaire ;
- le montant des pénalités.

39.4.2. Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande du pouvoir adjudicateur telles que le stockage des fournitures.

39.5. La notification du décompte par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite, au plus tard, deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché :

Le cas échéant, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Article 40 - Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution des marchés

En cas de résiliation, l'ASECNA peut exiger du titulaire :

- la remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matières et des objets détenus en vue de l'exécution d'un marché ;
- la remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché ;
- l'exécution de mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage ;

L'ASECNA en informe le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation, en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le présent article est appliqué aux frais de celui-ci.

Article 41 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

41.1. A la condition que les documents particuliers du marché le prévoient et que la décision de résiliation le mentionne expressément, l'ASECNA peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

41.2. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

41.3. Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit, cependant, fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaire à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

41.4. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

CHAPITRE 7 DIFFÉRENDS ET LITIGES

Article 42 - Différends entre les parties

42.1. L'ASECNA et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

42.2. Tout différend entre le titulaire et l'ASECNA doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord, et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée à l'ASECNA dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

42.3. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Article 43 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG

Le dernier article du CCAP indique la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

CHAPITRE 8 - STIPULATIONS SPECIALES AUX MARCHES DE REPARATION ET MODIFICATION

Article 44 - Marchés intéressés par les dispositions du chapitre 8

Les stipulations du présent chapitre ne sont applicables à un marché que si celui-ci s'y réfère expressément.

Article 45 - Examen préalable et responsabilité du titulaire

45.1. Un constat contradictoire est établi, pour constater l'état du matériel à réparer ou à modifier, au moment où le pouvoir adjudicateur le confie au titulaire. Ce constat est signé par les deux parties.

45.2. Le titulaire est responsable, dans les conditions prévues à l'article 18, du matériel qui lui est confié.

45.3. Il est tenu de l'assurer dans les conditions de l'article 19.

45.4. A cet effet, la valeur des matériels confiés au titulaire est fixée forfaitairement à :

- la moitié du prix du matériel neuf, pour les matériels susceptibles d'être classés à réparer ou déjà classés dans cette catégorie ;
- les deux tiers de ce prix, pour les matériels réparés ;
- 5 % de ce prix, pour les matériels proposés à la réforme.

La valeur des matériels est indiquée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, figure sur le constat contradictoire mentionné à l'article 45.1.

45.5. Le titulaire peut demander à être dispensé de l'obligation d'assurance, jusqu'à concurrence de 90 % de la valeur des matériels en dépôt, dans les deux cas suivants :

- lorsque le montant de la réparation, de la transformation ou de la modification est particulièrement faible par rapport à la valeur résiduelle du matériel confié ;
- ou lorsque l'accumulation des matériels appartenant au pouvoir adjudicateur et des stocks constitue une charge d'assurance disproportionnée par rapport au montant du marché.

45.6. Cette dispense pourra lui être accordée par une décision du pouvoir adjudicateur, dans les conditions suivantes :

- a) Cette dispense ne s'applique qu'aux matériels du pouvoir adjudicateur stockés soit en vue de leur réparation, soit en attente de livraison, après prise en charge régulière par le pouvoir adjudicateur.
- b) Elle ne dispense pas le titulaire de l'obligation de prendre toutes les mesures de sécurité contre l'incendie requis habituellement par les compagnies d'assurances.

-
- c) Le titulaire devra justifier d'une assurance couvrant le complément de la valeur du matériel entreposé, soit au moins 10 % de cette valeur.
- d) La part des dommages éventuels mis à la charge du titulaire est limitée, limitée, en proportion de la valeur des matériels sinistrés pour lesquels il est tenu de se couvrir en assurance.

Article 46 - Proposition de travaux et état récapitulatif de prix

La proposition de travaux indique les ensembles ou pièces à remplacer. Les pièces à fournir par le titulaire et les pièces à fournir par l'ASECNA font l'objet de listes distinctes.

Un état récapitulatif de prix accompagne chaque proposition de travaux.

Dans un délai d'un mois à compter du constat contradictoire mentionné à l'article 45.1, le titulaire doit soumettre au pouvoir adjudicateur les propositions de travaux et les états récapitulatifs de prix.

Au vu de la proposition de travaux et de l'état récapitulatif de prix, le pouvoir adjudicateur notifie l'ordre de service pour l'exécution ou l'abandon de la réparation ou de la modification. En l'absence d'ordre de service notifié dans un délai d'un mois après la présentation de la proposition et de l'état récapitulatif, le titulaire exécute les travaux.

Lorsqu'une proposition de travaux n'a pas été acceptée, il n'est réglé au titulaire que les frais des opérations préalables et accessoires : examen, dépose, démontage, nettoyage, vérifications, transport, réellement effectuées, ainsi que les frais d'établissement de la proposition.

Article 47 - Modification des travaux en cours d'exécution

Lorsqu'en cours d'exécution, le titulaire constate que des travaux supplémentaires sont à exécuter ou, au contraire, que des travaux prévus se révèlent inutiles, il soumet au pouvoir adjudicateur une nouvelle proposition de travaux, assortie d'un nouvel état récapitulatif des prix, avant toute modification dans l'exécution de la prestation.

Article 48 – Récupération

S'il y a lieu, et sur invitation de l'ASECNA, les pièces irréparables et résidus, les pièces remplacées en bon état ou réparables, ainsi que les matières et pièces fournies par l'ASECNA qui n'ont pas été utilisées sont regroupées par catégories par les soins du titulaire. Elles sont alors restituées à l'ASECNA, aux frais de ce dernier.

Article 49 – Inventaire

Le titulaire tient un inventaire conformément aux dispositions de l'article 18.4. Cet inventaire retrace chaque entrée ou sortie et distingue notamment :

- le matériel à réparer ;
- les pièces neuves perçues dans les établissements du l'ASECNA ;
- les pièces en bon état récupérées sur l'ensemble à ne pas réparer ;
- les pièces en mauvais état, les matières récupérées et les résidus.

Cet inventaire est contrôlé par l'ASECNA.

**Section VII : Cahier de Clauses Administratives Particulières
(CCAP)**

Tables de Matières

| | |
|---|------------|
| CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES..... | 120 |
| Article 1. Objet du marché | 120 |
| Article 2. Election de domicile et notifications (CCAG-FCS-Article 3/1) | 120 |
| Article 3. Représentant de l'ASECNA (CCAG-FCS-Article 3/3)..... | 120 |
| Article 4. Représentant du fournisseur (CCAG-FCS Article 3/4) | 121 |
| Article 5. Sous-traitance (CCAG-FCS-Article 3/6) | 121 |
| Article 6. Documents contractuels (CCAG-FCS-Article 4)..... | 121 |
| Article 7. Garanties de bonne exécution (CCAG-FCS-Article 5/2)..... | 122 |
| Article 8. Retenue de garantie (CCAG Article 5/3) | 122 |
| Article 9. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail (CCAG-FCS-Article 7)..... | 122 |
| Article 10. Assurances (CCAG-FCS-Article 10)..... | 123 |
| CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT | 123 |
| Article 11. Montant du marché (CCAG-FCS-Article 11)..... | 123 |
| Article 12. Impôts, droits et taxes (CCAG-FCS-Article 11)..... | 123 |
| Article 13. Révision des prix (CCAG-FCS-Article 11) | 123 |
| Article 14. Avance de démarrage (CCAG-FCS-Article 12.1) | 123 |
| Article 15. Modalités de règlements (CCAG-FCS-Article 12)..... | 123 |
| Article 16. Délai de paiement (CCAG-FCS-Article non prévu)..... | 124 |
| Article 17. Intérêts moratoires (CCAG-Article non prévu) | 124 |
| CHAPITRE III : DELAIS..... | 125 |
| Article 18. Délai d'exécution (CCAG-FCS-Article 14)..... | 125 |
| Article 19. Pénalités, primes et retenues (CCAG-FCS-Article 15)..... | 125 |
| CHAPITRE IV : EXECUTION – LIVRAISON | 126 |
| Article 20. Modalités de livraison (CCAG-FCS-Article 21) | 126 |
| Article 21. Services connexes (CCAG-FCS-Article 19, 20 et 21)..... | 126 |
| CHAPITRE V : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS | 127 |
| Article 22. Operations de vérification (CCAG-FCS - Articles 23, 24, 25 et 26)..... | 127 |
| Article 23. Délai de garantie (CCAG-FCS - Article 29)..... | 127 |

| | |
|---|------------|
| CHAPITRE VI : RESILIATION DU MARCHE | 128 |
| Article 24. Résiliation du marché (CCAG-FCS-Articles 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36 et 37)..... | 128 |
| CHAPITRE VII : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES | 129 |
| Article 25. Règlement des différends (CCAG-FCS – Article 38)..... | 129 |
| CHAPITRE VIII : REGLEMENTATION ET DROIT APPLICABLES | 130 |
| Article 26. Règlementation applicable | 130 |
| Article 27. Droit applicable..... | 130 |
| CHAPITRE IX : DISPOSITIONS DIVERSES..... | 131 |
| Article 28. Prise d’effet du marché | 131 |
| Article 29. Dérogation aux articles du CCAG-FCS (CCAG-FCS – Article 40)..... | 131 |

**AGENCE POUR LA SÉCURITÉ DE LA NAVIGATION AÉRIENNE EN AFRIQUE
ET À MADAGASCAR (A S E C N A)**

(Indiquer le nom de l'Autorité Contractante)

IMPUTATION :

- Exercice budgétaire
- Projet n° NPE (si nécessaire)
- ou Compte budgétaire (CB) : ... Centre de synthèse (CS):
- Source (s) de financement:

MARCHE N°(année)/numéro séquentiel/ASECNA/...../.....
*Marché passé par _____, conformément à l'Article N°__ de la Règlementation des
Marchés de Toute Nature(RMTN) passés au nom de l'ASECNA*

(Indiquer une brève description l'objet du marché)

- **MONTANT TOTAL DU MARCHE** :.....

- **TITULAIRE DU MARCHE** :

- **DELAI D'EXECUTION** :

- **DATE D'APPROBATION** :

- **DATE DE NOTIFICATION** :

ENTRE

D'UNE PART,

L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), ayant son siège social à Dakar (Sénégal), 32 – 38, Avenue Jean Jaurès BP 3144, représentée par son Directeur Général, Monsieur Prosper ZO'O MINTO'O, et désignée ci-après par le vocable "Autorité Contractante" ou « ASECNA »

ET

D'AUTRE PART,

La Société (*dénomination et adresse complète*) représentée au présent marché par (*qualité et nom de la personne habilitée à signer le marché*), ayant tous pouvoirs aux fins des présentes, désigné dans ce qui suit indistinctement sous les vocables “le Fournisseur “

LES PARTIES ONT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT:

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture de : (*décrire brièvement les fournitures*) et tels que précisés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et Devis Descriptifs.

Article 2. Élection de domicile et notifications (CCAG-E-Article 3/1)

Le Fournisseur devra, dans un délai de quinze (15) jours suivant la date de réception de l'ordre de service de notification du marché, indiquer, à l'Autorité Contractante ou son représentant par courrier recommandé avec accusé de réception, l'adresse à laquelle il souhaite recevoir ses notifications durant toute la durée des prestations.

Toutes correspondances, documents, et notamment les ordres de service, lui seront notifiés à cette adresse. Si le Fournisseur décidait de changer d'adresse, il en aviserait l'Autorité Contractante ou son représentant de l'ASECNA au moins huit (8) jours à l'avance. A défaut d'indication de cette adresse, les notifications au Fournisseur seront valablement faites par courrier, remise en main propres, téléfax, à l'adresse de son siège social du Fournisseur ou par courrier électronique.

Article 3. Représentant de l'ASECNA (CCAG-E-Article 3/3)

Le Responsable du Marché est le (*indiquer le Chef de l'Autorité Contractante*), à l'adresse suivante :

Le Représentant de l'Autorité Contractante: est (*indiquer le Représentant ou la structure interne chargée par l'ASECNA pour assurer le suivi des prestations ainsi que son adresse complète*)

Article 4. Représentant du fournisseur (CCAG-E Article 3/4)

Le Fournisseur désigne *(indiquer le signataire du présent marché ou son représentant dûment accrédité)*.

Article 5. Sous-traitance (CCAG-E-Article 3/6)

(Retenir l'une des deux options suivantes)

Le Fournisseur est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son Marché.

Toutefois, il doit obtenir l'accord préalable de l'Autorité Contractante. Les parties à sous-traiter ne peuvent dépasser *(indiquer le pourcentage qui peut être sous-traité sans pourtant dépasser le trente pour cent (30%) du montant des prestations objet du marché)* du montant de son marché.

En cas de sous-traitance du marché, le Fournisseur demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations de celui-ci.

Le sous-traitant du Fournisseur du marché qui a été accepté et dont les conditions de paiements ont été agréées par l'Autorité Contractante et le Fournisseur peut être payé, à sa demande, directement par cette dernière pour la part dont il assure l'exécution.

Ou

Le Fournisseur ne peut sous-traiter aucune partie de son Marché.

Article 6. Documents contractuels (CCAG-E-Article 4)

L'ensemble des documents énumérés ci-dessous, dont le Fournisseur assure avoir pris connaissance, constitue le contrat définissant les conditions du marché:

- a) l'Acte d'engagement;
- b) le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes;
- c) les spécifications techniques et ses éventuelles annexes ;
- d) le bordereau des prix;
- e) le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés d'équipements (CCAG-E) ;
- f) l'offre et ses annexes.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci- dessus.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces portant le même rang ou entre les dispositions d'une même pièce, les dispositions les plus restrictives, ou les plus avantageuses pour l'ASECNA, l'emportent.

Article 7. Garanties de bonne exécution (CCAG-E-Article 5/2)

Le Fournisseur s'engage à fournir une garantie de bonne exécution. Elle sera de cinq pour cent (5%) du montant minimum annuel du marché augmenté ou diminué, le cas échéant, de ses avenants. Elle sera une garantie à première demande émise par un établissement bancaire agréé dans un pays membre de l'ASECNA et acceptable par elle ou par un établissement bancaire établi dans un autre pays et représenté par une institution financière située dans un pays membre de l'ASECNA et acceptable par elle.

L'absence de la garantie de bonne exécution, ou s'il y a lieu de son augmentation ou de sa reconstitution, fait obstacle au paiement des sommes dues au Fournisseur, y compris celui de l'avance de démarrage.

En cas de prélèvement sur la garantie de bonne exécution, pour quelque motif que ce soit, le Fournisseur doit aussitôt la reconstituer.

La garantie de bonne exécution doit demeurer valable jusqu'à la réception provisoire des prestations, matérialisée par un PV d'admission.

Article 8. Retenue de garantie (CCAG-E-Article 5/3)

Retenir l'une des deux options suivantes:

Option A: le Marché comporte un délai de garantie, écrire:

Une retenue de garantie égale à cinq pour cent (5%) du montant du marché est opérée sur chaque paiement de travaux. La retenue de garanties peut être remplacée par une garantie à première demande.

La restitution de la retenue de garantie ou la main levée de la garantie à première demande interviendra après la réception définitive.

Option B: le Marché ne comporte pas un délai de garantie, écrire:

"Non applicable"

Article 9. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail (CCAG-E-Article 7)

Le Fournisseur s'engage, pour l'emploi de la main-d'œuvre, à se conformer aux lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Article 10. Assurances (CCAG-E-Article 10)

Le Fournisseur est et demeure le seul responsable et garantit l'ASECNA contre toute réclamation émanant de tiers, pour la réparation de préjudices de toute nature, ou de lésions corporelles survenues à raison de la réalisation du présent Marché par le Fournisseur.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution le Fournisseur justifiera, au moyen d'une attestation, qu'il dispose des assurances nécessaires.

L'attestation indiquera l'étendue de la responsabilité garantie et l'ASECNA peut, si elle juge la couverture insuffisante, demander l'augmentation de la couverture de la responsabilité garantie.

CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT

Article 11. Montant du marché (CCAG-E-Article 11)

Le Montant du Marché résultant du bordereau des prix est égal à *(Insérer la somme)* en Franc CFA hors taxes et hors douanes :

Article 12. Impôts, droits et taxes (CCAG-E-Article 11)

Les prix du présent Marché sont hors droits de douane et taxes de toute nature.

Article 13. Révision des prix (CCAG-E-Article 11)

Les prix sont fermes, s'entendent départ usine (EXW) ou DPP, incoterm 2010 et les dispositions de l'Article 11.2 du CCAG ne sont pas applicables.

Article 14. Avance de démarrage (CCAG-E-Article 12.1)

Une avance de démarrage égale à 30% du montant du marché *(ou de chaque commande. ou tranche)* peut être versée au Fournisseur sur sa demande expresse au moment de l'ordre de service de notification du marché et contre la production par celui-ci d'une garantie à première demande suivant le modèle établi par l'ASECNA et couvrant le montant total de l'avance.

Le remboursement de l'avance de démarrage commence à partir du premier acompte et doit être terminé quand le montant des prestations atteints 80%. Ce remboursement se fera au prorata des situations présentées.

La garantie afférent à l'avance de démarrage sera libérée au fur et à mesure de son remboursement sur demande du Fournisseur ou au remboursement total.

Article 15. Modalités de règlements (CCAG-E-Article 12)

Le Fournisseur remet au l'Autorité Contractante ou à son Représentant une facture précisant et justifiant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché.

Les paiements au Fournisseur seront effectués aux comptes bancaires suivants :

- a) pour la part en monnaie locale : *(Indiquer le compte bancaire dans le pays concerné par les Fournitures)*
- b) pour la part en monnaies étrangères: *(Indiquer le(s) compte(s) bancaire(s) pour les règlements en monnaie étrangère s'il y a lieu.)*

Le règlement de chaque commande (ordre de service) donnera lieu à des versements à titre d'acomptes et de solde :

- **1^{er} Acompte** : Trente pour cent (40%) du montant de la commande, sur présentation de la facture d'acompte, accompagnée des documents d'expédition ;
- **2^e Acompte (Solde)** : Trente pour cent (30%) du montant de la commande, à payer après la l'installation et la réception sur site. Le fournisseur présentera la facture de solde, accompagnée des éléments justificatifs.

Les paiements se feront par commande ou ordre de service. Les sommes dues en exécution du présent marché seront réglées par virement au crédit du compte au nom du fournisseur sous les coordonnées suivantes :

- Titulaire :
- Code Banque :
- Code guichet :
- Numéro de compte :
- Clé RIB
- IBAN :
- SWIFT/BIC :
- Devise :
- Domiciliation bancaire :

Article 16. Délai de paiement (CCAG-E-Article non prévu)

Les sommes dues en exécution du présent marché seront réglées dans un délai maximal de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de l'apposition du Service Fait par l'ASECNA sur la facture du Fournisseur.

Article 17. Intérêts moratoires (CCAG-E-Article non prévu)

En cas de retard dans les délais de paiement exigibles, les intérêts moratoires sont calculés en appliquant au montant dû au Fournisseur, un taux de 0,001% par jour de retard. Si ces retards résultent d'une cause pour laquelle l'ASECNA est habilitée, au titre du Marché, à suspendre les paiements, les intérêts moratoires ne sont pas dus.

CHAPITRE III : DELAIS

Article 18. Délai d'exécution (CCAG-E-Article 14)

Le délai contractuel est de (*à compléter par le soumissionnaire*) à compter de la date de réception de l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution du marché.

Article 19. Pénalités, primes et retenues (CCAG-E-Article 15)

La pénalité journalière pour retard dans l'exécution du marché est fixée à : 1/1000 du montant des fournitures en retard.

Le montant maximum des pénalités est de quinze (15%) du montant de chaque commande éventuellement modifiée par des avenants. Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'ASECNA est en droit de résilier le marché, sans mise en demeure préalable, aux torts du Fournisseur.

CHAPITRE IV : EXECUTION – LIVRAISON

Article 20. Modalités de livraison (CCAG-E-Article 27)

Les fournitures livrées doivent être accompagnées d'un bordereau de livraison ou d'un état comportant : la référence du marché, l'identification du Fabricant, la date de la livraison, l'identification des fournitures livrées et les quantités livrées.

Les fournitures présentant des défauts de fabrication seront retournées au Fournisseur et remplacées.

Article 21. Services connexes (CCAG-E-Article 19, 20 et 21)

Les services connexes à fournir sont *(Retenir, s'il ya lieu l'un ou plusieurs services connexes)* ci-dessous:

- la garantie de dépannage pendant la période de garantie d'un an *(à retenir s'il ya une un délai de garantie/ Si le CCTP prévoit un délai plus long, retenir ce délai) ;*
- les pièces de rechanges pour *(préciser le nombre d'années) ; (à retenir si le CCTP le prévoit et répertorié dans le devis quantitatif estimatif)*
- la documentation technique. *(à retenir si le CCTP le prévoit)*
- *_etc.*

CHAPITRE V : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 22. Operations de vérification (CCAG-E-Article 29)

Le Fournisseur avise l'Autorité Contractante ou son Représentant au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance de la date de livraison des fournitures.

L'ASECNA convoque alors le Fournisseur aux opérations de vérification et de réception qui devront avoir lieu dans les meilleurs délais.

Il peut être prononcé des réceptions partielles, dans ce cas, un procès-verbal d'admission partielle sera établi par les représentants du Fournisseur et de l'ASECNA à la fin des prestations.

Article 23. Délai de garantie (CCAG-E – Article 29 et 33)

(Retenir l'une des trois options suivantes):

Sans objet.

Ou

Le délai de garantie est fixé à douze (12) mois.

Ou

Le délai de garantie est fixé à *(indiquer ce délai qui est différent de 12 mois)*.

CHAPITRE VI : RESILIATION DU MARCHE

Article 24. Résiliation du marché (CCAG-E-Articles 34, 35, 36, 37, 38 et 39)

L'ASECNA peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du Marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du Marché qui en fixe la date d'effet.

Le règlement du Marché est fait alors selon les modalités prévues aux Articles 34, 35, 36, 37, 38 et 39 du CCAG-E.

CHAPITRE VII : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Article 25. Règlement des différends (CCAG-E – Article 42)

La personne responsable du marché et le Fournisseur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation et/ ou à l'exécution du présent marché.

Si un différend survient entre le Fournisseur et l'Autorité Contractante, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, ou entre le Fournisseur et le représentant de l'ASECNA, le Fournisseur remet au représentant de l'ASECNA, contre décharge, aux fins de transmission au Directeur Général, un mémoire en réclamation comportant les motifs et le montant des réclamations. A peine de forclusion, une copie du mémoire est transmise au Directeur Général de l'ASECNA dans un délai de trente (30) jours à compter de la naissance du litige.

En l'absence de réponse satisfaisante reçue dans un délai de deux (02) mois à partir de la date de réception du mémoire du Fournisseur, celui-ci pourrait engager une procédure de règlement à l'amiable.

En cas d'échec de la tentative de règlement à l'amiable, dans un délai de trois (03) mois à compter de la date de réception du mémoire, le Fournisseur pourra user des autres voies de recours prévues par la réglementation en vigueur notamment l'article 86/3 de la Réglementation des Marchés de Toute Nature (RMTN) passée au nom de l'ASECNA adopté par la résolution N° 2013 CA 124-11 du 4 juillet 2013 et conformément aux procédures fixées aux articles 42 et 43 du CCAG-E.

CHAPITRE VIII : REGLEMENTATION ET DROIT APPLICABLES

Article 26. Règlementation applicable

Le présent marché est régi par les dispositions de la Règlementation des Marchés de Toute Nature (RMTN) passés au nom de l'ASECNA adopté par la résolution N° 2013 CA 124-11 du 4 juillet 2013 et leurs textes subséquents notamment par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés d'équipements.

Article 27. Droit applicable

Sous réserve des dispositions de la RMTN visée à l'article 26 ci-dessus, la loi applicable au présent marché est celle du pays dans lequel les fournitures seront livrées.

CHAPITRE IX : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 28. Prise d'effet du marché

Le présent marché prend effet à la date de sa signature par le Directeur Général de l'ASECNA.
Il sera notifié par ordre de service au Fournisseur.

Article 29. Dérogation aux articles du CCAG-E (CCAG-E – Article 43)

(Optionnel : Indiquer les dérogations aux articles du CCAG-FCS en spécifiant la référence de l'article et le contenu de la dérogation.)

| | |
|--|---|
| <u>Ndjamena, le.....</u> <u>Pour le Fournisseur</u> ⁴ | Pour l'ASECNA |
| | <u>Visa du Contrôleur Financier</u> <u>Approuvé le</u> <u>Le Directeur Général de l'ASECNA</u> |

4 Faire précéder la signature de la mention manuscrite « **Lu et Accepté** »

Section VIII : Formulaire du Marché

Table des matières

| | |
|---|------------|
| Acte d'engagement | 134 |
| Modèle de garantie de bonne exécution (garantie bancaire)..... | 135 |
| Modèle de garantie de couverture de l'avance de démarrage (garantie bancaire)..... | 136 |

Notes relatives aux Modèles de formulaires du Marché

L'Acte d'engagement, qui est complété au moment de l'attribution du Marché, doit inclure toutes les corrections ou les modifications apportées à l'offre retenue résultant des corrections des erreurs, de l'actualisation du prix en application, le cas échéant, du fait de la durée de l'évaluation des offres, du choix d'une offre variante, de l'acceptation de variations jugées acceptables, ou tout autre modification mutuellement acceptable et permise par le Dossier d'Appel d'offres.

Les **modèles de garantie de bonne exécution** et de **garantie bancaire de couverture de l'avance de démarrage** ne doivent pas être remplis au moment de la préparation des offres. Seul le Soumissionnaire retenu sera invité à fournir la garantie de bonne exécution et la garantie bancaire de couverture de l'avance de démarrage en conformité avec l'un des modèles présentés dans cette section.

Acte d'engagement

A : *(nom de l'Autorité Contractante)*

Je soussigné(e) ...(nom et titre du titulaire du marché), agissant au nom et pour le compte de ...(nom Fournisseur)

Inscrit au Registre du Commerce sous le n°

Numéro d'immatriculation à:

Faisant élection de domicile à :

Après avoir examiné toutes les clauses du Marché, et apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature des prestations de (objet du marché),

Je me sou mets et m'engage à exécuter le marché conformément à ses clauses pour la somme (ferme ou/ révisable) *(supprimer la mention inutile)* de F CFA HT-HD.

Je m'engage à commencer et terminer les prestations énumérées dans le marché dans un délai de [Jours ou mois] *(Supprimer la mention inutile)* à compter de la date de réception de la notification [de l'approbation du Marché / ou de l'ordre de service de commencer les prestations] *(supprimer la mention inutile)*.

Je m'engage en outre, pendant un délai de garantie d'un (01) an à lever et à procéder aux réparations des malfaçons éventuelles.

Je garantis *(nom de l'Autorité Contractante)* contre toute poursuite éventuelle pouvant résulter de l'application de procédés couverts par des brevets d'invention.

Les sommes qui me seront dues pour l'exécution du présent marché feront l'objet de virements au compte bancaire n°..... ouvert au nom de à la Banque selon les modalités suivantes :(écrire les modalités de paiement prévues dans le marché)

Fait à, le

SIGNATURE ET CACHET DU TITULAIRE

ENTETE DE LA BANQUE

Modèle de garantie de bonne exécution (garantie bancaire)

Date :

AO n°: _____

_____ [*nom de la banque et adresse de la banque d'émission*]

Bénéficiaire : _____ [*nom et adresse de l'ASECNA*]

Date : _____

Garantie de bonne exécution no. : _____

Nous avons été informés que _____ [*nom du Fournisseur*] (ci-après dénommé « le Fournisseur ») a conclu avec vous le Marché no. _____ en date du _____ pour la fourniture de _____ [*description des fournitures*] (ci-après dénommée « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu'une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Fournisseur, nous _____ [*nom de la banque*] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de _____ [*insérer la somme en chiffres*] _____ [*insérer la somme en lettres*]⁵. Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Soumissionnaire ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie est valable jusqu'à la réception provisoire des fournitures, qui sera matérialisé par un procès-verbal d'admission.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758, excepté le sous-paragraphe 20(a)(ii) qui est exclu par la présente.

[signature]

Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.

En date du _____ jour de _____.

⁵ Le Garant doit insérer un montant représentant le montant ou le pourcentage mentionné au Marché soit dans la (ou les) devise(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre devise librement convertible acceptable par l'ASECNA.

ENTETE DE LA BANQUE

Modèle de garantie de couverture de l'avance de démarrage (garantie bancaire)

Date :

AO n° : _____

_____ *[nom de la banque et adresse de la banque d'émission]*

Bénéficiaire : _____ *[nom et adresse de l'ASECNA]*

Date : _____

Garantie de couverture d'avance no. : _____

Nous avons été informés que _____ *[nom du Fournisseur]* (ci-après dénommé « le Fournisseur ») a conclu avec vous le Marché no. _____ en date du _____ pour la fourniture de _____ *[description des fournitures]* (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu'en vertu des conditions du Marché, une avance d'un montant de _____ *[insérer la somme en chiffres]* _____ *[insérer la somme en lettres]* est versée contre une garantie de restitution d'avance.

Attendu de ce qui est rappelé ci-dessus, que nous avons convenu de garantir le remboursement de l'avance de démarrage consentie au Fournisseur;

Nous affirmons par la présente nous porter de façon inconditionnelle et irrévocable obligataire principal et pas seulement en tant que garant, à l'égard de *[nom de l'autorité contractante]*, d'une somme de *[montant de la garantie égale à cent pour cent (100%) du montant de l'avance de démarrage consentie]*.

En conséquence, nous nous engageons à payer, dès votre première demande, sans droit d'objection de notre part, toutes les sommes dues dans la limite de *[montant de la garantie]* précédemment stipulé.

La présente garantie entre en vigueur à la date de sa signature.

La présente garantie fera l'objet d'une main levée partielle et reste valable jusqu'au paiement total des montants garantis.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758.

Signature

Modèle de mandat pour assister à l'ouverture des plis

| |
|---|
| Le mandat doit être présenté en utilisant le papier à en-tête indiquant le nom complet et l'adresse du Soumissionnaire. |
|---|

....., le.....

MANDAT POUR ASSISTER A L'OUVERTURE DES PLIS

Je, soussigné M..... agissant en
qualité de au nom et pour le
compte de la société (ou entreprise)
donne mandat à M..... pour assister à la séance d'ouverture des plis reçus dans
le cadre de l'appel d'offres N°

Le Mandant